



DEUXIÈME RÉUNION DU FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, SOUS LES AUSPICES DE L'ECOSOC 30 JUIN – 9 JUILLET 2014

La deuxième réunion du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) sous l'égide du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) démarre aujourd'hui au siège des Nations Unies à New York, aux États-Unis, et s'achèvera mercredi 9 juillet 2014. Le thème de ce second Forum est « Atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement et ouvrir la voie à un programme de développement ambitieux et porteur de changement pour l'après-2015, y compris les objectifs de développement durable ».

La première semaine comprendra des Dialogues modérés sur un ensemble de thèmes issus du programme de développement, notamment: la consommation et la production durables (CPD) ; les moyens de mise en œuvre ; le rôle de la science ; les partenariats ; les pays en situations spéciales ; les progrès accomplis dans la mise en œuvre des documents finaux de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD ou Rio+20) ; l'avenir du FPHN ; et le programme de développement pour l'après-2015. La deuxième semaine accueillera un Segment de haut niveau, avec des Dialogues ministériels portant sur le programme de développement pour l'après-2015, la mise en œuvre des résultats de Rio+20 ; le changement climatique, l'éradication de la pauvreté, les partenariats multipartites, la coopération internationale, et la préparation du FPHN à la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015 ainsi que l'examen des progrès accomplis.

BREF HISTORIQUE DU FPHN

La création du Forum politique de haut niveau sur le développement durable a été demandée par la Conférence de Rio+20 en juin 2012, dans son document final intitulé L'avenir que nous voulons. Le paragraphe 84 de ce document précise: « Nous décidons de créer une instance politique de haut niveau, qui fera fond sur les forces, les expériences, les ressources et les modalités de participation ouverte de la Commission du développement durable, pour à terme remplacer celle-ci. L'instance politique de haut niveau assurera le suivi des activités de développement durable en évitant de manière rationnelle les doublons avec les structures, organes et entités existants ».

COMMISSION DU DEVELOPPEMENT DURABLE:

La Commission du développement durable (CDD) est issue d'Action 21, le programme d'action pour le développement durable adopté en juin 1992 par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, et également connue comme « Sommet de la Terre ». Action 21 appelait à la création de la

CDD pour assurer un suivi efficace de la CNUED, améliorer la coopération internationale et examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre d'Action 21 aux niveaux local, national, régional et mondial. En 1992, la 47e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) adoptait la résolution 47/191, qui établissait le mandat et la composition de la CDD, l'organisation des travaux, les relations avec d'autres organes des Nations Unies, les dispositions relatives au Secrétariat et les lignes directrices régissant la participation des Grands groupes.

La CDD a tenu sa première session de fond en juin 1993 et s'est, depuis, réunie chaque année au cours des 20 dernières années au siège de l'ONU à New York. Au cours de ses cinq premières années, la CDD a procédé à l'examen systématique de la mise en œuvre de tous les chapitres d'Action 21. Le deuxième programme de travail quinquennal était organisé autour de questions thématiques économiques, sectorielles et intersectorielles. Suite au Sommet mondial sur le développement durable (SMDD), tenu à Johannesburg, en Afrique du Sud, en septembre 2002, où il a été réaffirmé que la CDD est le forum de haut niveau dédié au développement durable au sein du système des Nations Unies, la Commission a adopté un nouveau programme pluriannuel de travail devant être organisé en une série de cycles d'application biennaux. Chaque cycle consistait en une Session d'examen et une Session de politique, et examinait un ensemble de questions thématiques et de thèmes intersectoriels.

La CDD a tenue sa 20e et dernière session le 21 septembre 2013, juste avant la première session du FPHN. Parmi les réussites de la CDD, les participants ont mis en exergue, entre autres: l'engagement innovant et participatif des Grands groupes ; sa contribution pour une meilleure compréhension du développement durable, notamment par le secteur privé ; et les travaux de la CDD sur la CPD. Les participants ont également signalé des carences, notamment: l'absence de moyens de mise en œuvre ; d'objectifs et d'indicateurs clairs ; d'un mécanisme d'examen ; et de flexibilité dans les choix de ses ordres du jour.

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE (Rio+20): Durant les dix jours de juin 2012 qui ont vu se tenir, à Rio de Janeiro, au Brésil, la troisième et dernière réunion du Comité préparatoire, les consultations informelles pré-conférence modérées par le pays hôte et la CNUDD, les délégations gouvernementales ont terminé leurs négociations sur le document final de Rio+20, intitulé L'avenir que nous voulons. Le document appelle l'Assemblée générale à prendre des décisions concernant, entre autres: la désignation de l'organisme qui doit se charger de la mise en œuvre du Cadre décennal de programmation de la CPD; la détermination du format et autres aspects organisationnels d'un forum politique de haut niveau sur le développement durable pour remplacer la CDD; le renforcement du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE); la constitution d'un Groupe de travail ouvert (GTO) sur un ensemble d'objectifs de développement durable (ODD) devant être approuvés par l'AGNU; l'établissement d'un processus intergouvernemental,

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Rishikesh Ram Bhandary, Tallash Kantai, Anju Sharma, et Catherine Wahlén, Ph.D. Version française: Alexandra Lefevre. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Gore VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT) et le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature, de la construction et de la sûreté nucléaire. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du BNT présent au FPHN-2 peut être contacté par email à l'adresse suivante: <anju@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

relevant de l'AGNU, pour l'établissement d'un rapport proposant des options pour une stratégie efficace de financement du développement durable; et la prise en considération d'un ensemble de recommandations du Secrétaire général concernant l'élaboration d'un mécanisme de facilitation visant à favoriser la mise au point, le transfert et la diffusion de technologies propres et écologiquement rationnelles.

En outre, le document final appelait l'Assemblée générale à prendre dans les deux ans une décision concernant l'élaboration d'un instrument international relevant de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, en faveur de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale. La Commission des statistiques des Nations Unies y est appelée à lancer un programme de travail pour la prise de mesures plus larges en complément du Produit intérieur brut (PIB). Le système des Nations Unies y était encouragé, au besoin, à soutenir les bonnes pratiques et à faciliter l'action pour l'intégration des rapports sur la durabilité. Le document final comprend également des mentions aux subventions qui distordent les marchés, les pêcheries et les subventions aux énergies fossiles.

AGNU-67: La 67^e session de l'AGNU a adopté une résolution sur la mise en œuvre d'Action 21 et du document final de Rio+20 (A/RES/67/203), qui décrit le processus de négociation à entreprendre pour la création du FPHN, et qui recommande que la CDD tienne une session finale "courte et procédurale" après la conclusion des négociations sur le FPHN. Le texte appelle également le GTO sur les ODD à présenter son rapport à l'AGNU lors de sa 68^e session, et à présenter des rapports réguliers, en tenant compte de la tenue du premier FPHN. Le document appelait également à l'organisation, en 2013, d'une réunion spéciale consacrée au suivi des efforts accomplis vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

RÉSOLUTION 67/290: Le Président de la 67^e AGNU a appelé les ambassadeurs du Brésil et de l'Italie à mener des consultations informelles sur le format et les modalités d'organisation du FPHN. Ces consultations ont commencé en janvier 2013 et ont abouti à l'adoption de la résolution 67/290 du 9 juillet 2013. La Résolution 67/290 décidait que, conformément à son caractère universel intergouvernemental, le FPHN doit:

- fournir un leadership, des directives et des recommandations politiques concernant le développement durable;
- assurer le suivi et l'examen des progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements pris en faveur du développement durable;
- favoriser l'intégration des trois dimensions du développement durable; et
- disposer d'un programme ciblé, dynamique et orienté vers l'action, et veiller à une prise en compte appropriée des défis nouveaux et émergents posés au développement durable.

Les réunions du Forum seront organisées:

- tous les quatre ans sous l'égide de l'AGNU, au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, durant deux jours, au début de la session de l'AGNU; et
- tous les ans, sous l'égide de l'ECOSOC, durant huit jours, y compris une réunion ministérielle de trois jours.

Les deux réunions adopteront des déclarations négociées.

Le Forum tenu sous l'égide de l'ECOSOC procédera, à partir de 2016, à des examens réguliers du suivi et de la mise en application des engagements et des objectifs de développement durable, y compris ceux liés aux moyens de mise en œuvre, pris dans le cadre du Programme de développement pour l'après-2015. La résolution comporte également les dispositions encadrant la réunion du FPHN en 2015, sous l'égide de l'AGNU, consacrée au lancement du programme de développement de l'après-2015.

PREMIERE SESSION DU FPHN: La session inaugurale du FPHN s'est déroulée le 24 septembre 2014 sous l'égide de l'AGNU au Siège des Nations Unies à New York. Le thème de la session était « Bâtir l'avenir que nous voulons: De Rio+20 au programme de développement pour l'après-2015 ». La session était divisée en plusieurs segments, avec des déclarations liminaires de chefs d'Etat et de gouvernement et de ministres ainsi que des interventions de la salle, sur les thèmes suivants: « De la vision à l'action », « Des partenariats mondiaux au service du développement pour créer des emplois et améliorer

la durabilité des moyens de subsistance », et « Cartographie de la voie à suivre pour éradiquer la pauvreté et réaliser le développement durable ». Dans son discours d'ouverture, le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon a annoncé la création d'un Conseil consultatif scientifique, hébergé par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), pour renforcer l'interface entre la science et la politique.

FAIT MARQUANTS DE LA PÉRIODE INTERSESSIONS

RÉUNION DU GROUPE D'EXPERTS SUR LE RÔLE DU FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE VIS-A-VIS DU CADRE DE DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015: Une Réunion de Groupe d'experts (RGE) s'est déroulée les 30 avril et 1^{er} mai 2014 au Siège des Nations Unies à New York, en tant qu'espace de réflexion sur la meilleure façon dont le Forum pourrait être organisé pour remplir pleinement son rôle dans le contexte du Programme de développement durable pour l'après-2015. La RGE a émis une série de messages clés concernant l'architecture du FPHN; le processus d'examen des ODD; et l'élaboration de politiques, la coordination et le rôle de la science.

COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS SUR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE:

Conformément à un mandat donné par la CNUDD, l'AGNU a mis en place un comité intergouvernemental chargé de préparer pour 2014 un rapport proposant des options pour une stratégie efficace de financement des objectifs de développement durable. Le comité compte 30 experts désignés par les groupes régionaux, avec une représentation géographique équitable, et a déjà tenu quatre sessions. Un Groupe de travail sur le financement du développement durable a également été établi dans le cadre de l'Equipe spéciale du système des Nations Unies pour soutenir les travaux du Comité.

GROUPE DE TRAVAIL OUVERT SUR LES

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE: Pendant Rio+20, les gouvernements ont décidé de lancer un processus visant à élaborer un ensemble d'ODD et, en janvier 2013, l'AGNU a mis en place une GTO chargée d'élaborer une proposition pour les ODD. Le GTO s'est réuni 12 fois depuis mars 2013 au Siège des Nations Unies à New York. Au cours de ses 8 premières réunions (mars 2013-février 2014), le GTO a conduit un examen de type « bilan » sur plusieurs ensembles de questions couvrant les trois dimensions du développement durable (environnemental, économique et social), ainsi que la prévention des conflits, la consolidation de la paix post-conflit et la promotion d'une paix durable, la primauté du droit et la gouvernance.

Se basant sur ces huit premières sessions, les co-présidents ont publié un document de « bilan » le 14 février 2014 et un document sur les « domaines d'intervention » le 21 février 2014, comprenant les 19 domaines d'intervention qui ont servi de base aux discussions de la GTO-9 (3-5 mars 2014). Les co-présidents ont publié un document révisé des domaines d'intervention pour examen à la GTO-10 (31 mars - 4 avril 2014). La GTO-10 a vu se tenir la première discussion prolongée sur les cibles potentielles pouvant accompagner chaque domaine d'intervention, avec plus de 300 cibles présentées par les États membres et les Grands groupes. Sur la base des discussions de la GTO-10, les co-présidents ont publié le 18 avril un « document de travail » pour guider la préparation des délégués à la GTO-11. A la GTO-11 (5-9 mai 2014), les délégués ont discuté sur la base d'un nouveau document contenant 16 « domaines d'intervention » et près de 150 cibles potentielles relatives à chaque domaine d'intervention, distribué par les co-présidents deux semaines avant la session. Les co-présidents avaient également élaboré un document qu'ils ont intitulé « Encyclopedia Groupinica », qui contient l'ensemble des propositions présentées durant la GTO-10.

A la GTO-12 (16-20 juin 2014) et au cours de plusieurs consultations informelles tenues la semaine précédente, les délégués se sont réunis de façon informelle et ont discuté de 1 « avant-projet » des ODD proposés et de leurs cibles, document comprenant 17 objectifs et 212 cibles. Les délégués ont parcouru le document dans sa totalité, objectif par objectif et cible par cible. La réunion finale du GTO aura lieu du 14 au 18 juillet 2014.

**FAITS MARQUANTS DU FPHN-2
LUNDI 30 JUIN 2014**

La deuxième réunion du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN-2) sous l'égide du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) a démarré lundi au siège des Nations Unies à New York. Suivant la session d'ouverture, trois dialogues modérés ont eu lieu, portant sur : un programme de développement durable intégré et universel ; les moyens de mise en œuvre pour le développement durable ; et la contribution de la Consommation et la production durables (CPD) aux Objectifs de développement durable (ODD). Un dialogue avec le Président du Conseil du Cadre décennal de programmation (10YFP) sur la CPD a également eu lieu.

SESSION D'OUVERTURE

Après l'adoption de l'ordre du jour, l'Ambassadeur Martin Sajdik (Autriche), Président de l'ECOSOC, a donné un discours inaugural. Il a signalé que l'intégration est au cœur du mandat du Forum et a souligné le rôle du Forum dans le contexte plus large du programme pour l'après-2015; le processus d'élaboration des ODD; et la définition des chemins vers les avenir que nous voulons.

Wu Hongbo, Sous-secrétaire général (SSG) aux affaires économiques et sociales, a signalé les lacunes dans la mise en œuvre au sein du programme actuel de développement durable, et a noté que l'adoption du programme de développement pour l'après-2015 en septembre 2015 marquera un tournant décisif.

Lors des déclarations des Grands groupes et autres parties prenantes, Peter Davies, s'exprimant au nom du Grand groupe des AUTORITES LOCALES, la Global Business Alliance et le Conseil scientifique international ont noté la nécessité d'une vision globale concernant l'éradication de la pauvreté, et le développement de partenariats pour soutenir une interface science-politique solide. Usman Mushtaq, ENFANCE ET JEUNESSE, a souligné l'importance de la transparence, de la reddition de comptes, de la reconnaissance des Grands groupes, et d'un soutien pour assurer la participation des groupes vulnérables. Caroline Usikpedo-Omoniye, s'exprimant au nom des Grands groupes FEMMES, PEUPLES AUTOCHTONES et TRAVAILLEURS ET SYNDICATS, a appelé à un programme de développement durable transformateur, abordant l'éradication de la pauvreté et la discrimination, et employant des indicateurs et des données désagrégées sur les questions de genre pour suivre et évaluer les objectifs proposés. La Bolivie, au nom du G-77/CHINE, a souligné l'importance de renforcer le rôle de l'ECOSOC dans la mise en œuvre du programme de développement durable.

DIALOGUE MODÉRÉ: « DE RIO+20 À L'APRÈS-2015: VERS UN PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE INTÉGRÉ ET UNIVERSEL »

Le dialogue a été lancé par l'Ambassadeur Sajdik et modéré par Manish Bapna, du World Resources Institute (WRI). Notant que les divers éléments du processus de l'après-2015 sont en train de converger, Bapna a estimé que le FPHN est l'opportunité de la décennie pour contribuer à cadrer

les objectifs de développement mondial pour la prochaine génération. Il a souligné le besoin d'un programme intégré et transformateur, et d'un ensemble d'objectifs universel.

L'Ambassadeur Csaba Körösi, Représentant permanent de la Hongrie et Co-Président du Groupe de travail ouvert (GTO) sur les ODD, a appelé à la discipline et à la coopération dans les travaux sur le programme de l'après-2015. Il a précisé qu'il y aura plus de soutien politique et publique pour le programme s'il se fonde sur une pleine compréhension du fait que le changement est inévitable ; sur une vision crédible et digeste ; sur un partage équitable des fardeaux ; et sur la confiance partagée par ceux qui portent les fardeaux.

Bénédicte Frankinet, Représentante permanente de la Belgique aux Nations Unies, a souligné que le programme de l'après-2015 devrait se centrer sur des questions qui touchent à la fois les pays développés et les pays en développement, comme par exemple le chômage des jeunes et les inégalités. Antonio de Aguiar Patriota, Représentant permanent du Brésil aux Nations Unies, a rappelé que le document final de Rio+20 a reconnu que les forces du marché ne peuvent à elles seules fournir des solutions pour éradiquer la pauvreté, et a souligné l'importance des moyens de mise en œuvre pour aider les pays à atteindre un développement durable. Debapriya Bhattacharya, du Centre pour le dialogue politique, Bangladesh, a estimé que la gouvernance est l'élément qui assemble les trois piliers du développement durable, et a instamment appelé à dépasser l'aide pour instituer enfin un partenariat mondial en faveur de changements systémiques. Phumzile Mlambo-Ngcuka, USG et Directrice exécutive d'ONU-Femmes, a souligné le rôle des femmes en tant qu'agents de changement en qualifiant la discrimination et les droits reproductifs de domaines prioritaires.

Lors de la discussion qui a suivi, les pays ont soutenu l'idée de combiner universalité et différenciation tout en tenant compte des circonstances et priorités nationales, ainsi que des besoins des pays en situations particulières ; les approches d'économie verte ; l'intégration des Objectifs d'Aichi pour la Biodiversité dans le système ONU ; la croissance inclusive ; et l'idée d'un partenariat mondial renouvelé. L'AFRIQUE DU SUD a estimé que le programme de l'après-2015 devrait se fonder sur les principes accordés à Rio+20, notamment celui des responsabilités communes mais différenciées, et a instamment demandé l'inclusion de cibles sur la réforme des institutions économiques et politiques mondiales. La SUISSE a indiqué que les ODD constitueront le cadre de référence, avec des questions spécifiques par pays, pour une nouvelle stratégie de développement durable actuellement en cours d'élaboration dans ce pays. Le NIGERIA a plaidé pour la mise en place de bureaux nationaux de haut niveau pour la mise en œuvre des ODD et pour un accent particulier sur le niveau infranational. Le MEXIQUE a appelé à la cohérence et à la synergie entre les divers éléments de l'après-2015, ainsi qu'à un renforcement des moyens de mise en œuvre. Un représentant du Conseil international pour le bien-être social a souligné la double définition du terme « universalité » : l'inclusion de tous les Etats membres, et que personne ne soit laissé pour compte.

En réponse aux commentaires, les intervenants ont souligné l'importance d'aborder la différenciation au moment d'examiner la CPD ; les inégalités entre pays et au sein des pays ; et les flux financier qui permettront de stimuler les

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Rishikesh Ram Bhandary, Tallash Kantai, Anju Sharma, et Catherine Wahlén, Ph.D. Version française: Alexandra Lefevre. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Gore VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT) et le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature, de la construction et de la sûreté nucléaire. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du BNT présent au FPHN-2 peut être contacté par email à l'adresse suivante: <anju@iisd.org>.

<http://enb.iisd.mobi/>

dépenses en faveur du développement durable. Dans leurs conclusions, ils ont mis en exergue le besoin d'abandonner les « réflexes traditionnels » et de travailler de concert, en mettant l'accent sur quelques questions qui peuvent pousser un programme vraiment transformateur.

DIALOGUE MODÉRÉ: « MOYENS DE MISE EN ŒUVRE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE »

Cette session a été présidée par l'Ambassadeur Sajdik et modérée par Raymond Saner, de l'Université de Bâle. Soulignant qu'il sera impossible de mettre en œuvre les ODD sans financement, Saner a instamment invité les délégués à examiner en même temps les moyens de mise en œuvre et le coût de la non mise en œuvre.

Mansur Muhtar, Co-Président du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable, a décrit le panorama changeant du développement, où l'aide publique du développement s'efface progressivement à mesure que le secteur privé, l'innovation et l'entreprenariat gagnent en prépondérance.

Claudio Rachel Rojas, Ministère chilien des affaires étrangères, a estimé que des financements novateurs, qui attirent ou génèrent de nouvelles ressources, et les politiques fiscales nationales peuvent contribuer à réduire les inégalités économiques et sociales au sein des pays et entre pays.

Steve Waygood, d'Aviva Investors, a instamment demandé le développement d'une plus grande expertise financière pour un ensemble plus large d'acteurs, y compris les courtiers, les propriétaires d'actifs, les actionnaires et les citoyens. Il a appelé : à la communication par les acteurs de leurs actions en faveur de la durabilité ; à un forum pour rassembler les gestionnaires de fonds et les ministres des finances ; et à des transactions transparentes.

Louise Kantrow, de la Chambre internationale de commerce, a souligné le rôle du commerce ; les environnements propices, comprenant des cadres législatifs solides et une force de travail qualifiée ; et l'appropriation par les pays du développement durable.

Dans les discussions qui ont suivi, le MAROC a demandé comment le secteur privé, poussé par le profit, pourrait-il contribuer au développement durable de façon effective et responsable. En réponse, les intervenants ont proposé : des incitations ; des législations au lieu de l'adhésion volontaire ; des standards ; la transparence ; le classement compétitif de la performance du secteur privé ; et la révision des traités fiscaux. Le PÉROU a demandé si les financements novateurs peuvent être prévisibles et stables. Rojas a décrit, comme exemple de source innovante et durable, le prélèvement de solidarité sur les passagers aériens qui permet de récolter des fonds durables destinés à combattre le virus du SIDA/HIV, la malaria et la tuberculose dans les pays en développement.

Saner a repris les éléments essentiels du dialogue en disant que les personnes, du fait qu'elles sont les meilleurs pilotes de leur propre développement, nécessitent des données de meilleure qualité pour comprendre l'importance du secteur financier et la façon dont celui-ci fonctionne.

DIALOGUE MODÉRÉ: QUELLES SONT LES CONTRIBUTIONS DE LA CONSOMMATION ET LA PRODUCTION DURABLES AUX OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE?

Ce dialogue a été présidé par l'Ambassadeur Oh Joon (République de Corée), Vice-Président de l'ECOSOC, et modéré par Peter Hazlewood, du WRI. Hazlewood a rappelé aux délégués que la CPD occupe une place centrale dans le dernier projet de texte du GTO sur les ODD.

L'Ambassadeur László Borbély, Roumanie, a estimé que la mise en œuvre de la CPD requiert des politiques nationales fondées sur des indicateurs établis de façon participative. Ulf Jaeckel, du Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature, de la construction et de la sûreté nucléaire, a mis en exergue le 10YFP en tant que mécanisme pour la mise en œuvre de la CPD et la réalisation des ODD.

Cesar Barahona, du Réseau mondial pour une production plus propre et économe en ressources (RECP net), a estimé qu'il n'est pas nécessaire de créer de nouvelles institutions pour aborder la CPD, et a retracé l'historique du Réseau sur les vingt dernières années aux niveaux local et mondial. Kaye Ceille, de Zipcar, a proposé un partage des services économiques comme moyen de réaliser les ODD, en soulignant le tournant d'une époque de propriété vers une époque d'accès.

Christian Frutiger, de Nestlé, a souligné qu'il est important de garder le secteur privé « autour de la table » et a noté que l'attention portée aux moyens de subsistance des producteurs constitue un élément-clé de la durabilité des entreprises à long terme.

Didier Bergeret, du Global Social Compliance Program, a expliqué que le Programme offre des outils communs, des codes et des approches d'audit visant à étendre la durabilité des chaînes mondiales d'approvisionnement.

Au cours de la discussion, les délégués ont souligné, entre autres : l'accès à la technologie pour une production durable ; le caractère essentiel de la CPD pour la satisfaction des besoins primaires ; le lien essentiel qui existe entre la CPD et les politiques climatiques ; le besoin pour les pays en développement de se propulser en avant ; et l'importance de maintenir la CPD comme objectif à part entière, malgré son caractère intersectoriel. Les représentants ont souligné le besoin : de prendre en compte un éventuel « dépassement des bornes écologiques » ; d'aborder le coût transitionnel associé à la modification des styles de vie qui accompagne la CPD ; et de faire la promotion des résultats du 10YFP.

A la clôture de la session, Borbély a appelé à des lignes directrices cohérentes pour un programme de développement élargi. Jaeckel a estimé que les concepts sont en place, mais qu'il faut encore établir les mécanismes permettant de les traduire en actions. Barahona a fait observer qu'il existe un espace pour la dématérialisation et a signalé le rôle des petites et moyennes entreprises.

DIALOGUE AVEC LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DU CADRE DÉCENNAL DE PROGRAMMATION (10YFP) SUR LA CONSOMMATION ET LA PRODUCTION DURABLES : « LA CONSOMMATION ET LA PRODUCTION DURABLES EN ACTION : LE TRAVAIL DU CONSEIL DU CADRE DÉCENNAL DE PROGRAMMATION (10YFP) SUR LES SCHEMAS DE CONSOMMATION ET DE PRODUCTION »

Peter Hazlewood, du WRI, chargé de modérer ce dialogue, a dit que la session offre l'occasion de discuter des possibilités et des limitations du 10YFP.

Balthasar Kambuaya, du Ministère indonésien de l'environnement, a décrit l'intégration de la CPD dans la planification du développement national indonésien, en soulignant les efforts accomplis sur les chaînes d'approvisionnement durables, les achats publics durables et l'information aux consommateurs.

L'Ambassadrice Sylvia del Carmen Treviño Medina (Mexique), Présidente du Conseil du 10YFP, a évoqué, entre autres, l'intégration de la CPD dans les processus de planification nationaux ; l'autonomisation des points focaux nationaux du 10YFP ; le renforcement de la coopération interministérielle pour l'intégration de la CPD ; et la sécurisation de financements prévisibles et appropriés dans le Fonds d'affectation spéciale du 10YFP pour renforcer la mise en œuvre.

Lisa Svensson, Ambassadrice aux océans, aux mers et à l'eau douce, Suède, a évoqué plusieurs messages clés concernant les océans et la CPD, notamment : mettre fin à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) ; reconnaître les services écosystémiques rendus par les océans ; aborder l'énergie océanique ; et les questions liées aux transports.

S'exprimant au sujet des pré-conditions d'une mise en œuvre réussie du 10YFP, Lewis Akenji, du Grand groupe des ONG, a instamment demandé l'inclusion des parties prenantes, notamment les institutions religieuses, et la création d'infrastructures permettant de renforcer la CPD.

Au cours de la discussion, les participants ont souligné qu'il est nécessaire d'élargir la base de la CPD, d'obtenir des résultats, et de communiquer de façon intersectorielle.

DANS LES COULOIRS

Le FPHN-2 est entré dans le royaume du clair-obscur et de la magie dès son premier jour, les intervenants décrivant le processus de l'après-2015 comme une « zone de clair-obscur » entre fantaisie et réalité, qui avance de l'imagination du futur vers la gestion du futur. Ils sont cependant tombés d'accord sur le fait que la magie ne serait pas indispensable à cette transition – l'un des intervenants a cité la romancière J.K. Rowling : « Nous n'avons pas besoin de magie pour transformer notre monde. Nous avons en nous tous le pouvoir dont nous avons besoin ». Cependant, alors que le World Investment Report estime le coût de la réalisation des ODD, rien que dans les pays en développement, à 4,5 billions USD, un peu de magie pourrait s'avérer utile en fin de comptes, notamment pour conjurer les moyens de mise en œuvre.



FAITS MARQUANTS DU FPHN-2 MARDI 1ER JUILLET 2014

Le deuxième jour du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN-2) sous l'égide du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) a débuté par la présentation d'un modèle du Rapport mondial sur le développement durable (GSDR). Des dialogues modérés se sont déroulés sur: la façon d'améliorer la communication entre science et politique; la portée et la méthodologie du Rapport mondial sur le développement durable; les idées et tendances qui façonneront la vie des générations présentes et futures; la voix des îles, des choix mondiaux: promouvoir des partenariats authentiques et durables; et pays en situations particulières: construire la résilience.

PRÉSENTATION D'UN MODÈLE DU RAPPORT MONDIAL SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Président de l'ECOSOC Martin Sajdik (Autriche), a présenté le panel en signalant que l'objectif de cette session était d'examiner les options disponibles pour la portée et la méthodologie du GSDR.

Wu Hongbo, Sous-secrétaire général aux affaires économiques et sociales, a décrit la préparation de ce modèle de GSDR et mis en exergue trois options pour la portée et la méthodologie des éditions à venir. Il a signalé que les avancées du développement durable stagnent et qu'il faut déployer des efforts spécifiques pour atteindre les investissements mondiaux requis.

Le Modérateur Claudio Huepe Minoletti, de l'Université Diego Portales, Chili, a appelé à un dialogue productif pour dépasser les obstacles de langage et bâtir un climat de confiance entre les sciences naturelles et les sciences sociales.

Manuel Montes, du South Centre, Suisse, a reconnu qu'il existe des différences dans les approches scientifiques des sociétés occidentales et des pays en développement, et a suggéré que le FPHN pourrait encourager et faciliter les contributions des pays en développement.

Jill Jäger, de l'Institut de recherche pour une Europe durable, Autriche, a plaidé pour un GSDR qui soutienne l'apprentissage individuel et sociétal pour permettre un changement transformateur, et a suggéré que le Rapport adopte une approche systémique avec un processus itératif multi-niveaux.

William Colglazier, Conseiller en science et technologie auprès du Secrétariat d'Etat des Etats-Unis, a souligné le besoin pour le GSDR, entre autres, de: couvrir diverses disciplines; être pertinent pour l'élaboration de politiques publiques; et être vérifié par des pairs. Il a proposé la mise en place d'un corps d'experts pour vérifier la qualité scientifique d'une version quasi-finale.

Keola Souknilanh, Institut des économies en développement, Japon, a proposé d'utiliser des données de télédétection pour récupérer des données perdues dans « l'agrégation administrative », et de suivre les changements en haute résolution spatio-temporelle. Peng Sizhen, du Ministère de science et technologie de la Chine, a appelé à un système d'index pour une évaluation intégrale du développement durable; à prêter attention aux synergies et interactions entre les divers éléments du

développement durable; et à la préparation de rapports nationaux de développement durable tous les quatre ans, à la suite du cycle du GSDR.

Au cours de la discussion qui a suivi, de nombreux pays ont souligné que le GSDR ne devrait pas faire doublon avec les efforts d'autres organisations, mais plutôt se focaliser sur les liens entre les trois dimensions du développement durable. Le Modérateur Minoletti a évoqué l'importance: de la qualité des données; des efforts nationaux; et de cadres institutionnels qui soient appropriés. Le NIGERIA a estimé que le GSDR devrait s'employer à mesurer les progrès accomplis sur les Objectifs de développement durable (ODD) sur la base d'une matrice agréée par tous.

L'AFRIQUE DU SUD et le SOUDAN ont appelé à mettre en place une entité financière et technique pour permettre aux pays en développement de collecter et de produire des données fiables. La SUISSE a plaidé pour que le rapport soit centré sur les liens intersectoriels et les défis dans la mise en œuvre des ODD.

Les ÉTATS-UNIS ont estimé que le rôle du GSDR en tant qu'outil de suivi des ODD doit être soumis à de plus amples discussions et, avec le MEXIQUE, ont souligné son rôle en tant qu'outil de synthèse et d'intégration. L'ALLEMAGNE a estimé que le rapport devrait faire partie du cadre de reddition de comptes au sein du programme de développement pour l'après-2015. L'ÉGYPTÉ a souligné que le rapport devrait mettre en avant une vision intégrée pour améliorer le développement durable. L'UE a estimé que le rapport devrait surtout être destiné aux décideurs publics et aux principales parties prenantes. La BELGIQUE a instamment demandé que le rapport adopte une perspective à long terme dans sa vision de la mise en œuvre du programme pour l'après-2015.

En conclusion, Montes a souligné le rôle de bilan du GSDR. Jäger a souligné que la conception du processus devrait être inclusive et sise sur la base des capacités des pays en développement. Colglazier a réitéré l'appel lancé à tous les pays pour qu'ils préparent des rapports au niveau national.

DIALOGUE MODÉRÉ: « IDEES ET TENDANCES QUI FAÇONNENT LA VIE DES GÉNÉRATIONS PRÉSENTES ET FUTURES »

Le dialogue a été lancé par l'Ambassadeur Ibrahim Dabbashi (Libye), Vice-Président de l'ECOSOC, et modéré par Montes.

Signalant les dimensions intergénérationnelle et internationale du changement climatique, Gordon McBean, Président élu du Conseil international pour la science, a souligné l'importance de gérer les risques et les incertitudes, et de retenir l'information pour les générations futures. Nebojsa Nakicenovic, de l'Institut international d'analyse des systèmes appliqués, Autriche, a décrit à quoi ressemblerait le monde si l'on parvient à opérer la transition de la durabilité, en soulignant le besoin de réduire les inégalités.

Peter Davies, Commissaire aux avenir durables, Royaume-Uni, a décrit la façon dont le pays de Gales a aligné ses objectifs nationaux de développement à long terme sur le processus des ODD, de façon à faciliter leur évaluation par un commissaire aux générations futures. Marcel Szabó, Ombudsman des générations futures, Hongrie, a recommandé de faire référence aux générations futures à tous les niveaux des ODD.

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Rishikesh Ram Bhandary, Tallash Kantai, Anju Sharma, et Catherine Wahlén, Ph.D. Version française: Alexandra Lefevre. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Gore VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT) et le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature, de la construction et de la sûreté nucléaire. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du BNT présent au FPHN-2 peut être contacté par email à l'adresse suivante: <anju@iisd.org>.

<http://enb.iisd.mobi/>

Catherine Pearce, du Conseil pour l'avenir du monde, a salué la proposition du Secrétaire général de désigner un Haut Commissaire aux générations futures, avec des attributions de plaidoyer et défense, qui puisse être inclus dans les processus décisionnels au niveau international.

Dans la discussion qui a suivi, les délégués ont évoqué, entre autres, le besoin pour le FPHN d'inclure la reddition de comptes sur les ressources matérielles dans le programme de développement pour l'après-2015; l'importance d'un représentant intergénérationnel; et examiner les meilleures pratiques dans l'élaboration de politiques sur le changement climatique, la santé et l'exploitation durable des ressources. Nakicenovic a souligné le rôle de l'énergie en tant que mécanisme permettant de développer la compréhension des comportements humains et en comblant les lacunes. McBean a souligné le rôle du principe de précaution dans la compréhension des risques pour les générations présentes et futures. L'EQUATEUR a évoqué son cadre juridique, qui intègre la solidarité intergénérationnelle, les droits de la nature et une vision holistique de la durabilité.

DIALOGUE MODÉRÉ: « LA VOIX DES ILES, DES CHOIX MONDIAUX: PROMOUVOIR DES PARTENARIATS AUTHENTIQUES ET DURABLES »

Ce dialogue a été présidé par Sajdik et modéré par l'Ambassadrice Amanda Ellis, de Nouvelle-Zélande. Ellis a rappelé aux participants que 2014 est l'année des petits États insulaires en développement (PEID). Cristina Duarte, Ministre des finances et de la planification de la République du Cap Vert, a instamment invité les PEID à gérer efficacement leurs zones économiques exclusives, à encourager un développement inclusif pour une durabilité à long terme, et à promouvoir un leadership fort et une « adhésion » éclairée. Anjeela Jokhan, de l'Université du Pacifique Sud, Îles Fidji, a souligné l'importance du renforcement des capacités nationales et régionales, et d'un engagement des institutions en faveur d'un niveau éducatif plus élevé dans le but de renforcer la résilience.

Taholo Kami, Union internationale pour la conservation de la nature, a souligné l'importance de la gestion des ressources naturelles. Letuimanu'asina Emma KruseVa'ai, de l'Université nationale de Samoa, s'est interrogée via connexion vidéo sur la façon de bâtir la résilience des PEID aux niveaux national et régional, et a appelé à établir un index de vulnérabilité des PEID.

Signalant les efforts en cours dans le cadre de la troisième Conférence internationale sur les PEID à Samoa, prévue pour septembre 2014, Peseta Noumea Simi, du Ministère des finances de Samoa, a appelé à des partenariats durables et authentiques, responsables, faciles à suivre, et adossés au document final. Noelene Nabulivou, Grand groupe des Femmes, a appelé à inclure dans le document l'égalité de genre, les droits reproductifs et des engagements sur le changement climatique.

Dans la discussion qui a suivi, les ILES FIDJI ont souligné l'importance d'attirer le secteur privé vers les PEID. Le CHILI a appelé à rester attentifs au document final de Samoa. Le Grand groupe des ONG a recommandé d'inclure dans le document une référence spécifique aux Grands groupes et aux ONG en tant que partenaires essentiels. La FEDERATION DE RUSSIE a soutenu la prise en compte des besoins des PEID dans le programme pour l'après-2015, et a annoncé qu'elle envisage de lancer des initiatives sur l'énergie et les désastres naturels dans les PEID du Pacifique. Les délégués ont également discuté des partenariats avec les entreprises multinationales, de l'importance d'élaborer des outils permettant de traiter les menaces issues du changement climatique et des aléas climatiques, et un partenariat plus étroit avec l'UE.

DIALOGUE MODÉRÉ: « PAYS EN SITUATIONS SPECIALES: CONSTRUIRE LA RESILIENCE »

L'Ambassadeur Vladimir Drobnjak (Croatie), Vice-Président de l'ECOSOC a présidé, et Margareta Wahlström, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies à la réduction des risques de catastrophe, a modéré ce dialogue. Deux questions ont guidé la discussion: comment traiter plus efficacement les besoins des pays en situations particulières dans un contexte d'objectifs universels et dans le cadre d'un agenda de développement universel; et y'a-t-il des réussites dans la construction de la résilience dans les pays vulnérables et comment ces réussites peuvent-elles être consolidées ?

Dasho Sonam Tshering, du Ministère des affaires économiques du Bhoutan, a souligné le rôle central des infrastructures dans la construction de la résilience. Fatimetou Abdel Malick, Maire de Tervagh-Zeina, Mauritanie, a mis en exergue le rôle des gouvernements locaux et des femmes dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et des ODD.

Jean-François Zinsou, Représentant permanent de la République du Bénin aux Nations Unies, a recommandé d'intégrer dans le programme pour l'après-2015 les concepts issus du Programme d'action d'Istanbul, qui offre une vision et une stratégie pour le développement durable des Pays les moins avancés (PMA). Il a également souligné l'importance du financement privé.

Paolo Soprano, du Ministère italien des environnements marins et terrestres, a décrit les défis qui se posent aux PMA, à l'Afrique, aux pays en développement enclavés (PDE), aux PEID et aux Pays à revenu intermédiaire.

Samuel Tumiwa, Banque asiatique de développement (BAD), a informé les délégués qu'une étude de la BAD a établi le besoin des pays en situations particulières, parmi lesquels certains PEID, de dépasser le piège du revenu intermédiaire et d'opérer un virage des économies agraires vers des économies de services. Il a également souligné le besoin d'aborder les inégalités et le changement climatique.

Helen Stawski, de Islamic Relief, a appelé à augmenter le dialogue entre les divers acteurs travaillant sur le programme de développement pour l'après-2015 et ce qui travaillent actuellement sur le Cadre d'action d'Hyogo 2005-2015.

Appelant les pays donateurs à examiner les critères de vulnérabilité des PEID, Lino Briguglio, de l'Université de Malte, a noté que la construction de la résilience est multi-facettes, chère et qu'elle doit être intégrée dans les politiques nationales de développement durable.

Au cours de la discussion, les participants ont discuté, entre autres: de la persistante validité de l'aide publique au développement pour aider les PMA et les PEID à réaliser les OMD; du besoin pour la communauté internationale d'agir de façon déterminée pour limiter les effets négatifs sur les pays ayant des besoins particuliers; du potentiel de valeur ajoutée des agences d'aide au développement si elles adoptent des stratégies de partage ou de mise en commun des risques; et du rôle de l'intégration régionale pour promouvoir la coopération Sud-Sud. Les participants ont également admis le rôle d'institutions solides et d'une gouvernance de qualité pour permettre aux pays d'échapper au piège du revenu intermédiaire.

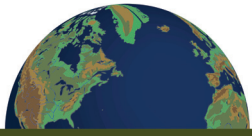
Tshering a souligné l'importance de la coopération Sud-Sud et de solutions régionales pour affronter les défis des PEID, tels que les transports et la logistique, mais a affirmé que la coopération triangulaire reste nécessaire pour aborder le changement climatique. Les PHILIPPINES ont partagé les enseignements tirés du typhon Haiyan, en soulignant que les partenaires de développement devraient focaliser leurs ressources dans le soutien pré-catastrophe plutôt que dans l'assistance post-catastrophe.

Les délégués ont également souligné le besoin pour la communauté internationale d'assumer la responsabilité de sauver des vies dans les situations de catastrophe; l'éthique en tant que base de l'éco-résilience; et le rôle des femmes en tant que force de gestion des catastrophes. Les délégués ont par ailleurs reconnu le besoin de combler l'écart entre l'élaboration des politiques et leur mise en œuvre sur le terrain.

DANS LES COULOIRS

Les participants ont salué le modèle du GSDR avec excitation, mais également avec lassitude face à un nouveau rapport onusien. Certains se sont demandés où le ranger dans le vaste panorama existant d'évaluations aux ambitions similaires, telles que le Rapport sur l'avenir de l'environnement mondial du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Les délégués se sont également interrogés au sujet de l'équilibre entre vérification par des pairs et engagement des parties prenantes: certains penchaient pour la rigueur scientifique, d'autres estimaient qu'une large participation des parties prenantes est nécessaire pour enclencher un changement transformateur. La forme et la fonction semblent être les questions clés pour l'avenir du GSDR.

Les générations futures étaient également au programme, au sein des discussions où les participants se demandaient comment faire modifier la perception du public pour passer de Groucho Marx (« pourquoi devrai-je me soucier des générations futures ? qu'ont-elles jamais fait pour moi ? ») à Gandhi (« Le monde a suffisamment à offrir pour les besoins de chacun, mais pas assez pour l'avarice de chacun »). La nomination proposée d'un Haut Commissaire aux générations futures a trouvé des appuis, bien que certains se soient demandés en privé ce qu'une telle nomination pourrait bien changer sur le terrain.

**FAITS MARQUANTS DU FPHN-2
MERCREDI 2 JUILLET 2014**

Le troisième jour du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN-2) sous l'égide du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) a débuté par une présentation sur la comptabilisation du capital naturel (CCN) pour le développement durable. Des dialogues modérés ont eu lieu sur deux thèmes: des cloisonnements à l'élaboration de politiques intégrées; et examen des progrès et de la mise en œuvre: tirer profit des vérifications du FPHN après 2015.

PRÉSENTATION SUR LA COMPTABILISATION DU CAPITAL NATUREL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Président de l'ECOSOC Martin Sajdik a présidé cette session. Valerie Hickey, de la Banque mondiale, a estimé que le monde ne peut plus se permettre une croissance en dents de scie reposant sur la liquidation du capital naturel. Elle a décrit les avantages de la CCN dans la promotion de la croissance sans une telle liquidation, en indiquant qu'elle pourrait déplacer le monde de la matrice du PIB vers un accent sur la croissance et le bien-être à long terme. Notant que 70 pays ont soutenu la CCN lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CCNUCC ou Rio+20), Hickey a plaidé pour une révolution mondiale des données, en estimant que la CCN fournit un cadre adopté au sein du Système des Nations Unies de comptabilisation environnementale et économique, et peut aider les pays à planifier et élaborer des indicateurs pour avancer et évaluer les progrès accomplis vers la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

DIALOGUE MODÉRÉ: « DES CLOISONNEMENTS A L'ELABORATION DE POLITIQUES INTEGREES »

Le Président Sajdik a ouvert le dialogue en déclarant qu'il vise à explorer la façon de réorganiser les dispositions institutionnelles traditionnelles pour permettre davantage d'approches collaboratives dans l'élaboration des politiques.

Le Modérateur David Nabarro, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies à la sécurité alimentaire et à la nutrition, a souligné l'importance de la gouvernance et de l'élaboration de politiques intégrées dans le programme pour l'après-2015, en invitant instamment les participants à dépasser les cloisonnements et favoriser l'intégration pour garantir que l'élaboration des politiques soit « compatible avec les objectifs de gouvernance ».

Joel Netshitenzhe, membre de la Commission nationale de planification d'Afrique du Sud, a estimé que la mentalité cloisonnée entre les Etats et les agences multilatérales reflète l'hyperspécialisation de l'éducation et des institutions de recherche. Il a recommandé un saut de la coordination vers l'intégration et du « multidisciplinaire au transdisciplinaire ».

L'Ambassadeur Vladimir Drobnjak (Croatie), Vice-Président de l'ECOSOC, a décrit la valeur positive des approches intégrées dans l'élaboration des politiques dans les zones urbaines, ainsi que dans le contexte du changement climatique. Il a souligné: le soutien de la part des gouvernements nationaux; les dispositions

et les mécanismes institutionnels appropriés; le renforcement des capacités; la participation du secteur privé et autres parties prenantes de la société civile; et la prise de décisions de façon ascendante pour assurer une approche centrée sur les personnes.

Indomatee Ramma, de l'Institut de la recherche et de l'extension pour l'alimentation et l'agriculture de l'île Maurice, a présenté un cas d'étude sur la planification de politiques intégrées à l'aide de l'approche aux Ressources climatiques, d'utilisation des terres, en énergie et en eau (CLEW). Elle a souligné une compréhension limitée et fort peu d'intérêt au sein des gouvernements concernant les liens entre les ressources, et a appelé à des cadres institutionnels pour accéder à l'information scientifique, l'interpréter et l'intégrer dans la planification.

L'Ambassadeur Ferit Hoxha (Albanie) a appelé à réfléchir sur: les mesures requises pour développer des stratégies de développement national socialement inclusives, écologiquement rationnelles et économiquement viables; le rôle des ONG dans une approche intégrée du développement durable; et la question de savoir si le système des Nations Unies est en disposition de soutenir la mise en œuvre des ODD. Il a proposé que les Nations Unies élaborent un mécanisme de suivi et de reporting commun et, si possible, unique pour mesurer les progrès accomplis sur la voie du développement durable.

Ousainou Ngum, de l'Agence internationale de coopération et de recherche sur le développement (ACORD), a appelé à un leadership visionnaire et efficace, disposé à prendre des décisions difficiles sur les compromis nécessaires pour parvenir à un développement durable et transformateur. Maria Ivanova, de l'Université du Massachusetts à Boston, aux États-Unis, a partagé son expérience dans la création d'un nouveau programme académique qui entrecroise les disciplines, les échelles et les géographies.

Dans la direction qui a suivi, Netshitenzhe a souligné le besoin d'intégrer les concepts et les pratiques plutôt que se limiter à les coordonner, et a mis en exergue la nécessité d'un leadership décisionnel apte à générer des stratégies à long-terme entre les diverses parties prenantes. Drobnjak a souligné l'importance d'analyser l'information à partir d'angles multiples et d'adopter une approche simplifiée pour la prise de décisions.

Le KENYA a plaidé pour une approche multipartite dans la planification du développement, la collecte de données, et le suivi et l'évaluation, afin de dépasser la mentalité de cloisonnement. La ZAMBIE a noté un problème de nomenclature terminologique entre les disciplines et a appelé à l'harmonisation pour promouvoir une compréhension commune.

L'AFRIQUE DU SUD a mis en exergue son plan national de développement, avec une vision sur 20 de l'éradication de la pauvreté qui dépasse la planification traditionnelle à court terme.

Le Grand groupe des ONG a appelé à des politiques participatives et multipartites qui promeuvent un partage ouverte des données de base. Le Grand groupe des ENTREPRISES ET INDUSTRIES a soutenu les améliorations constantes des modèles de développement durable, en appelant au partage des meilleures pratiques et réussites. La NORVEGE a évoqué l'utilisation de la planification intégrale pour équilibrer les divers intérêts et de la taxation verte comme approches d'intégration réussies. La COTE D'IVOIRE a partagé son expérience de

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Rishikesh Ram Bhandary, Tallash Kantai, Anju Sharma, et Catherine Wahlén, Ph.D. Version française: Alexandra Lefevre. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Gore VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT) et le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNU), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature, de la construction et de la sûreté nucléaire. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du BNT présente au FPHN-2 peut être contactée par email à l'adresse suivante: <anju@iisd.org>

<http://enb.iisd.mobi/>

l'élaboration d'une stratégie nationale de développement durable visant à intégrer les trois dimensions du développement durable. L'ALBANIE a estimé qu'une cohérence au niveau système est cruciale pour le développement durable.

Les intervenants ont souligné la gouvernance et la règle de droit comme éléments essentiels d'un développement durable intégré; appelé à des recherches en matière de dispositions institutionnelles aptes à soutenir la planification intégrée du développement national; et appelé les Nations Unies à être vives et concises de façon à fonctionner efficacement.

En conclusion, Nabarro a souligné le besoin de s'éloigner des approches multisectorielles au profit des trans-sectorielles; et d'intégrer les dimensions politiques et informationnelles avec les piliers social, économique et environnemental du développement durable.

DIALOGUE MODÉRÉ: « EXAMEN DES PROGRES ET DE LA MISE EN ŒUVRE: TIRER PROFIT DES VÉRIFICATIONS DU FPHN APRES 2015 »

L'Ambassadrice María Emma Mejía, Représentante permanente de la Colombie aux Nations Unies, a introduit le panel, en signalant que le FPHN commencera en 2016 à conduire sa vérification périodique du suivi et de la mise en œuvre du développement durable, et que l'Assemblée générale des Nations Unies adoptera en 2015 un cadre de reddition de comptes pour le programme de développement.

L'Ambassadeur Masood Khan, Pakistan, a modéré la discussion. Il a souligné que le programme pour l'après-2015 doit tirer les leçons des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), et inclure les multiples parties prenantes pour renforcer l'intégration.

L'Ambassadeur Christian Wenaweser, Représentant permanent du Lichtenstein aux Nations Unies, a noté qu'une des principales leçons tirées des OMD est le besoin de reddition de comptes et d'un mécanisme efficace de vérification. Il a appelé à un mécanisme volontaire, fondé sur un dialogue constructif, et à un examen des meilleures pratiques issues des autres mécanismes de vérification. Il a également soulevé des questions concernant le champ et la base de la vérification, ainsi que la disponibilité des capacités requises.

L'Ambassadeur Fatuma Ndingizwa Nyirakobwa, Présidente du panel de personnalités éminentes, du Mécanisme africain de vérification par des pairs (APRM), a décrit l'APRM comme un mécanisme ouvert, inclusif et à large base chargé de vérifier la gouvernance. Notant que 34 pays d'Afrique ont souscrit à ce mécanisme volontaire, dont 17 se sont prêtés à la vérification par des pairs depuis 2003, elle a indiqué que ceci a permis aux citoyens de formuler leurs inquiétudes concernant, entre autres, la corruption, la gouvernance, la gestion des ressources naturelles, et l'emploi des jeunes. Elle a aussi souligné la participation du secteur privé et de la société civile au mécanisme.

Christian Averous, de la Division de performance et d'information environnementale, Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), a souligné les leçons tirées des processus de l'OCDE de vérification par des pairs. Il a estimé que le FPHN pourrait améliorer la coopération internationale et les processus nationaux relatifs au développement durable en tirant les enseignements des vérifications de la mise en œuvre par pays conduites par l'OCDE. Il a souligné que le FPHN doit dépasser les intentions et atteindre l'action et les résultats.

Marianne Beisheim, Institut allemand des affaires internationales et sécuritaires, a proposé un modèle de vérification qui, entre autres, est de type ascendant avec une conception multi-niveaux, intègre des vérifications nationales et régionales, et permet une large participation de diverses parties prenantes. Elle a recommandé d'adopter des exigences de reporting compatibles pour éviter la duplication et a suggéré de nommer des gestionnaires spéciaux, suivant l'exemple de l'Equipe de soutien technique des Nations Unies.

Baba Drame, du Ministère de l'environnement et du développement durable du Sénégal, a estimé que le niveau national est le plus approprié pour évaluer la mise en œuvre, et a partagé des exemples et des leçons tirés de trois études du développement durable au Sénégal, en soulignant l'importance des vérifications par des tiers.

Le Grand groupe des TRAVAILLEURS ET SYNDICATS a suggéré deux conditions à minima pour les évaluations nationales: une participation pleine et authentique des parties prenantes clés; et des instruments de responsabilisation pour

garantir la tenue des engagements. Le délégué a évoqué comme exemple le mécanisme de supervision de l'Organisation internationale du travail.

Un représentant du Grand groupe ENFANCE ET JEUNESSE a appelé le FPHN: à mettre les bénévoles, les personnes âgées et les handicapés au centre du programme de développement; à adopter une approche de droits humains pour renforcer la légitimité et la responsabilisation; et à s'appuyer sur les processus de vérification existants, tels que l'Examen ministériel annuel de l'ECOSOC et le processus de Vérification universelle périodique du Conseil sur les droits de l'homme.

En réponse à une question sur l'ambiance au cours du processus de vérification paritaire de l'APRM, Nyirakobwa a évoqué un sentiment d'excitation et la possibilité d'aborder des questions considérées comme tabou dans d'autres forums, notamment la corruption, la succession politique et la séparation des pouvoirs. Le CHILI a indiqué que les processus de suivi du mécanisme de vérification de l'OCDE ont permis une meilleure formulation des politiques publiques, et a soutenu la proposition de l'ALLEMAGNE d'avancer sur les moyens de mise en œuvre des ODD.

Le KENYA a appelé à: des vérifications régulières des systèmes de suivi aux niveaux national et infranational; l'intégration des ODD dans tous les processus gouvernementaux; et à donner son importance à la qualité de l'information dans les processus de vérification, notamment pour faciliter la participation des communautés locales.

Appelant le FPHN la nouvelle « plaque tournante » du système onusien pour le développement durable, la SUEDE a plaidé pour une structure de vérification ascendante qui soit inclusive et a instamment demandé la mise en place du Rapport mondial sur le développement durable comme pilier fort du système de surveillance du FPHN.

La FÉDÉRATION DE RUSSIE a estimé que la vérification ne devrait pas faire doublon avec les efforts de l'ECOSOC; devrait conserver son caractère intergouvernemental; et devrait être guidée par la souveraineté des États et les principes d'égalité de participation; et ne pas devenir un instrument de pression politique.

Le LIBERIA s'est interrogé au sujet du modèle de l'APMR d'adhésion volontaire, et a demandé des informations sur la façon d'encourager plus de pays à participer au mécanisme.

Le Grand groupe des ONG a appelé à une approche multi-étages et inter-pays de la vérification, partant de la base et culminant par la soumission des questions majeures non résolues au processus de vérification du niveau international.

En réponse aux commentaires, Averous a souligné l'importance de positionner les examens dans un contexte plus large de compréhension économique des réalités mondiales. Nyirakobwa a souligné qu'il n'existe pas de processus de vérification prêt-à-porter, et a appelé le FPHN à centrer son examen de vérification sur le mandat de l'ECOSOC.

Dans ses remarques de conclusion, Khan a estimé qu'il y a un clair soutien à l'idée que le processus de vérification soit un exercice volontaire. Il a également suggéré que le FPHN entame ses travaux sans attendre que les ODD soient finalisés.

L'Ambassadrice Mejía a conclu la session en remerciant les participants pour leurs contributions.

DANS LES COULOIRS

Avec l'intégration à l'ordre du jour, ce n'était qu'une question de temps avant que le miroir ne se retourne sur l'Organisation des Nations Unies, les participants discutant de son rôle dans la fabrication et la destruction des cloisonnements. Les intervenants ont appelé à une ONU « vive et concise » pour conduire un changement transformateur. L'intégration et le démantèlement des cloisonnements tombent souvent dans la redondance, mais –comme l'a dit un des intervenants– essayer de conduire un changement transformateur par le haut revient à « demander à la dinde de voter pour Noël ». L'ONU est-elle enfin prête pour une transformation ? Elle commence à sentir la pression, d'après quelques participants, et il y a beaucoup en jeu dans le succès du processus post-2015 –et dans la réussite du FPHN à le conduire. Ils signalent également qu'il y a une grosse différence entre « orchestration » et « intégration ». Comme l'a exprimé l'un des intervenants, il est temps pour l'ONU et ses États membres de faire preuve d'un puissant leadership.



FAITS MARQUANTS DU FPHN-2 JEUDI, 3 JUILLET 2014

Le quatrième jour du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN-2) sous l'égide du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) a accueilli dans la matinée un dialogue interrégional modéré sur le déverrouillage et la reformulation du développement et l'amélioration de la mise en œuvre: le contexte régional. Ceci a été suivi d'un dialogue modéré sur le modèle du Forum post-2015 dans l'après-midi. La première semaine de la réunion s'est achevée par une session de bilan concernant les messages destinés au Segment ministériel, qui aura lieu au cours de la deuxième semaine.

DIALOGUE INTERREGIONAL MODERE: « DEVERROUILLER ET REFORMULER LE DEVELOPPEMENT ET AMELIORER DE LA MISE EN ŒUVRE: LE CONTEXTE REGIONAL »

L'Ambassadeur Oh Joon (République de Corée), Vice-Président de l'ECOSOC, a présenté les intervenants et souligné l'importance d'acquiescer des perspectives régionales dans la formulation d'un programme de développement durable ascendant et inclusif.

La Modératrice Amina Mohammed, Conseillère spéciale auprès du Secrétaire général des Nations Unies sur la planification du développement post-2015, a invité les intervenants à partager les priorités clés issues des consultations régionales.

Alicia Bárcena, de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique Latine et les Caraïbes et actuelle Coordinatrice des commissions régionales, a épinglé l'éradication de l'extrême pauvreté et la lutte contre les inégalités en tant que priorités clés. Elle a également souligné l'importance de la gouvernance des ressources naturelles dans la production de ressources pour l'éducation et la santé.

Rima Khalaf, de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, a mis en exergue: parvenir à une justice sociale en réduisant la pauvreté, les inégalités et le chômage; et la paix et la sécurité, y compris de mettre fin aux occupations étrangères et réduire la souffrance humaine liées aux conflits. Elle a appelé à un système universel de protection sociale.

Shamshad Akhtar, de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, a souligné le besoin d'assurer une croissance économique plus forte, durable, inclusive et résiliente, et de promouvoir l'efficacité des ressources assortie d'une gestion efficace des ressources naturelles.

Carlos Lopes, de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Afrique a souligné que la valeur ajoutée est une priorité clé pour permettre à l'Afrique de conduire une transformation structurelle.

Andrey Vasilyev, de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE), a identifié comme priorités régionales clés: la réduction des inégalités, notamment au sein des pays; le traitement des disparités de genre dans le marché du travail; et la conception d'un programme de développement durable universel avec des engagements pour tous les pays.

Les intervenants ont ensuite décrit les politiques régionales visant à traiter les priorités clés. Lopes a souligné que l'Afrique doit: transformer la productivité agricole pour résoudre le

problème de la pauvreté; transformer l'industrie des services pour consolider les bienfaits de l'urbanisation et la grandissante classe moyenne; et devenir un fournisseur de solutions dans le cadre du changement climatique.

Akhtar a favorisé une réforme structurelle et une diversification économique; l'adoption de mesures spécifiques aux secteurs de la demande et de l'offre en faveur d'une croissance régionale équilibrée; élargir la protection sociale; intégrer le développement durable dans les pratiques du secteur privé; et renforcer la science, la politique et l'innovation dans la région.

Khalaf a identifié quatre domaines prioritaires pour la région: le traitement des inégalités verticales et horizontales; l'amélioration de la protection sociale; la restructuration économique en faveur d'une plus grande valeur ajoutée; et l'intégration régionale.

Bárcena a appelé à un changement de paradigme dans les modèles de consommation, pour les éloigner des politiques purement marchandes. Elle a également plaidé pour: un pacte fiscal pour amorcer la redistribution des ressources; un pacte d'investissement pour accroître la valeur ajoutée tout au long de la chaîne d'approvisionnement; un pacte sur les ressources naturelles centré sur les écosystèmes et les zones de biodiversité agricole qu'il est impératif de protéger; et un pacte des villes durables.

Vasilyev a énuméré les principaux secteurs concernés par l'intégration du développement durable, à savoir les villes durables, les transports, les forêts, l'eau et l'énergie durable. Il a instamment plaidé pour une coopération intersectorielle ainsi que pour des politiques infrarégionales pour parvenir à cette intégration.

Shahira Wahbi, de la Ligue des pays arabes, a attiré l'attention sur les priorités communes entre régions, notamment la paix et la sécurité, l'intégration régionale, le transfert de technologies, la création d'emplois, et les systèmes de protection sociale. Elle a souligné le principe de responsabilités communes mais différenciées.

La ZAMBIE a souligné la pauvreté en tant que problème commun, en signalant que la faim, le chômage et la dégradation des terres contribuent à la pauvreté. Le délégué a recommandé l'élaboration d'un système solide de suivi et d'évaluation au sein du programme de développement post-2015. Notant que les projets d'industrialisation ont soit échoué soit créé des « éléphants blancs » en Afrique, le BENIN a instamment demandé l'examen de la façon de faire les choses différemment à l'avenir.

CUBA a souligné le besoin de se pencher sur la façon dont une réduction de l'Aide publique au développement (APD) en direction des Pays à revenu intermédiaire (PRI) affectera la réalisation des priorités de développement. La REPUBLIQUE DE COREE a estimé que le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du programme post-2015 sont essentiels.

La TANZANIE a indiqué que les priorités pour l'Afrique incluent la génération de revenus, le développement du secteur privé et la gouvernance. La FEDERATION DE RUSSIE a souligné le rôle central des commissions économiques régionales, et exprimé des inquiétudes concernant les tentatives de réduire le statut de la CEE et d'affaiblir ses liens avec l'ECOSOC.

Mohammed a ensuite appelé les intervenants à aborder les moyens de mise en œuvre (MMO), y compris les sources potentielles de financement.

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Rishikesh Ram Bhandary, Tallash Kantai, Anju Sharma, et Catherine Wahlén, Ph.D. Version française: Alexandra Lefevre. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Gore VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT) et le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNU), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature, de la construction et de la sûreté nucléaire. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du BNT présente au FPHN-2 peut être contactée par email à l'adresse suivante: <anju@iisd.org>



<http://enb.iisd.mobi/>

Barcena a identifié les taxes mondiales sur les flux financiers spéculatifs, les échanges de dettes, un mécanisme régional de sécurité financière et une institution de gouvernance financière mondiale, comme éléments clés des MMO. Khalaf a souligné la mobilisation des ressources domestiques en : élargissant la base fiscale; favorisant l'envoi de devises par les diasporas; mettant en place des fonds souverains arabes assortis d'une amélioration des lois régissant l'investissement dans la région; et en jugulant les flots financiers illicites.

Lopes a attiré l'attention sur: les flots financiers illicites en Afrique générés par la fixation des prix; les droits de propriété intellectuelle; et la reconnaissance des possibles défis sectoriels dans les pays africains.

Notant que la région Asie-Pacifique nécessite environ 2,4 billions USD pour combler ses lacunes d'infrastructure et 750 millions USD pour traiter les catastrophes naturelles, Akhtar a proposé plusieurs sources, notamment les taxes.

Vasilyev a souligné le potentiel des partenariats public-privé bien gérés. Il a mis en exergue la mise en place de standards pour les produits agricoles, de façon à permettre une entrée plus facile sur les marchés européens, ainsi que le potentiel de la coopération entre communautés économiques régionales, comme canaux pour les MMO.

Daniel Tygel, du Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire, a mis en avant une approche fondée sur les droits humains. Le COSTA RICA a souligné le besoin de mesurer les différentes dimensions de la pauvreté et de se centrer sur les besoins des PRI. La COLOMBIE a appelé à des unités de mesure dépassant le PID, à la mesure des capacités des PRI et au traitement des lacunes structurelles.

Exprimant son insatisfaction vis-à-vis du processus de développement et de la croissance économique inégale entre pays et groupes sociaux, le GUATEMALA a appelé à accorder plus d'importance aux Etats qu'aux marchés.

Le RWANDA a estimé que les MMO doivent être générés localement pour une croissance durable, inclusive et axée sur les hommes. Le BENIN a indiqué que 50% de l'APD devrait être destinée aux Pays les moins avancés.

Concernant le suivi et la responsabilisation dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015, Lopes a souligné: les efforts visant à améliorer les systèmes de données; la collecte de données via la technologie mobile; la construction de réseaux et de capacités; et la production de profils de pays.

Barcena a mis en avant les mécanismes de responsabilisation aux niveaux mondial et national. Akhtar a noté que la tenue des engagements en faveur du développement durable dépend de la cohérence et de la consistance du programme. Vasilyev a noté que, si la production de données désagrégées est coûteuse, elle constitue nonobstant un complément utile aux moyennes nationales. Osma Mahomed, de la Commission du développement durable de l'Île Maurice, a appelé à un cadre de responsabilisation fondé sur les droits de l'homme, avec des cibles limitées dans le temps et des plans nationaux de soutien.

DIALOGUE MODERE: « MODELER DU FORUM POST-2015 »

Ce dialogue a été présidé par Martin Sajdik, Président de l'ECOSOC, et modéré par Amina Mohammed.

Paul Gulleik Larsen, Coordinateur du processus post-2015, Norvège, a souligné que le programme du Forum devrait être guidé par les ODD, et identifier les lacunes et défis de leur mise en œuvre. Il a estimé que les objectifs et cibles pour l'après-2015 doivent, entre autres: être réalistes, communicables et aptes à mobiliser des soutiens financiers; et aborder le changement climatique, les inégalités et l'emploi.

Elizabeth Thompson, ancienne Coordinatrice exécutive de la Conférence de Rio+20, a proposé que le FPHN assume certaines fonctions de think-tank, pour générer de l'information sur les questions pertinentes devant être abordées dans le cadre d'un dialogue authentique dans un lieu ouvert. Elle a également appelé à la mise en place d'un système pour traduire les engagements internationaux du développement durable en politiques nationales.

János Pásztor, de WWF International, a noté que le Groupe de haut niveau du Secrétaire général des Nations Unies sur la durabilité mondiale a préparé un paquet intégré pour guider les travaux du Forum, comprenant, entre autres: une base scientifique; l'intégration des institutions financières internationales et régionales; et le lancement d'un débat approfondi sur les questions complexes interconnectées.

Leena Srivastava, de Energy and Resources Institute, a suggéré que le FPHN délègue l'examen des objectifs spécifiques aux entités de l'ONU qui sont spécialisées sur le sujet. Shantal Munro, Coordinatrice exécutive du Centre caribéen pour le développement des politiques, a mis en avant, entre autres: d'assurer une cohérence entre ministères au niveau national; de

gérer les attentes, plutôt que d'aborder toutes les questions; et de fournir des ressources pour la participation de la société civile et le renforcement des capacités.

Michael O'Neill, Programme des Nations Unies pour le développement, a noté le potentiel du FPHN à rassembler les parties prenantes pertinentes pour un dialogue interdisciplinaire, et a encouragé les coopérations Sud-Sud et triangulaires pour partager les meilleures pratiques.

Le Grand groupe ENFANCE ET JEUNESSE a appelé à une participation active des parties prenantes à l'établissement du programme; à soutenir un secrétariat et un bureau dédié pour le FPHN; et pour l'adoption par le FPHN de déclarations ministérielles indépendamment de l'ECOSOC. Le Grand groupe des ONG a exprimé son inquiétude face à l'intégration du programme du FPHN dans celui de l'ECOSOC, en déclarant que ceci pourrait mettre en question la participation des ministres de l'environnement.

La ZAMBIE a appelé à un inventaire des processus nationaux et à une collecte de données coordonnée et efficace. Les PHILIPPINES ont identifié les barrières qui se posent au FPHN, notamment: l'engagement politique à long-terme; le manque de cadres de dépense pour soutenir la programmation; et la qualité des données. L'ETHIOPIE a souligné l'importance de l'engagement des parties prenantes au niveau national.

La SUISSE a recommandé que le Forum soit suffisamment souple pour aborder les questions émergentes. L'ALLEMAGNE a souligné que le Forum aura besoin d'un système solide de vérification et de responsabilisation, ainsi que d'un programme pertinent de point de vue politique.

En réponse aux commentaires, Thompson a indiqué que le Forum devrait être un organe novateur chargé d'aborder la mise en œuvre. Larsen a souligné la mobilisation de ressources nationales comme principale source de financement pour la mise en œuvre des Objectifs de développement durable. Pásztor a souligné l'intégration, la participation, la responsabilisation et la coordination comme éléments importants du FPHN.

Mohammed a résumé les points clés du dialogue, en notant des appels, entre autres: au renforcement de l'interface science-politique; à se focaliser sur les résultats; à rassembler les secteurs; et à ne pas surcharger les Etats avec des niveaux multiples de complexité. Elle a attiré l'attention sur le défi d'assurer la responsabilisation au sein d'un cadre volontaire.

SESSION DE BILAN: MESSAGES DESTINES AU SEGMENT MINISTERIEL

Le Président Sajdik a dressé le bilan des réunions de la semaine, en disant que le programme post-2015 devrait être intégré, transformateur, inclusif et centré sur les personnes. Concernant le renforcement de l'interface science-politique, il a noté que les participants ont soutenu: l'élaboration de politiques fondées sur l'expérience; l'expansion des capacités pour les générations futures; et les approches multipartites, multisectorielles et multi-niveaux. Il a suggéré que le Rapport mondial sur le développement durable représente une opportunité pour renforcer l'interface science-politique.

Concernant les pays en situations particulières, y compris les petits Etats insulaires en développement, Sajdik a souligné, entre autres: les plans nationaux de développement durable; les indices de vulnérabilité; la modification des relations donateur-bénéficiaire, y compris la coordination Sud-Sud et régionale; et les conditions pour bâtir la résilience.

Concernant les moyens de mise en œuvre, il a énuméré la création d'un environnement propice, notamment à travers la bonne gouvernance, pour attirer des financements pour les ODD. Il a évoqué les appels pour que le FPHN assume une fonction de vérification.

Il a conclu en informant les participants que ces messages seront présentés au Segment de haut niveau de l'ECOSOC lors que le FPHN-2 reprendra ses réunions le lundi 7 juillet 2014.

DANS LES COULOIRS

Alors que s'achevait la première semaine du FPHN-2, les parties prenantes n'étaient pas convaincues que le Forum soit en train de joindre le geste à la parole. Tout au long de la semaine, plusieurs délégations ont réitéré le besoin d'approches inclusives et centrées sur les personnes, assorties de mécanismes robustes de suivi et de responsabilisation. Cependant, le fait de réduire l'interaction du Forum avec les parties prenantes à une réunion d'une matinée avec le Président a été perçu comme un pas en arrière par rapport aux pratiques plus progressistes de la Commission du développement durable, qui leur consacrait deux journées entières de dialogue. Plusieurs participants ont également exprimé leur inquiétude face à la « faible intégrité institutionnelle » du FPHN, en suggérant que l'absence d'un Bureau ou d'un Secrétariat désigné pourrait compromettre son efficacité future.

**FAITS MARQUANTS DU FPHN-2:
LUNDI, 7 JUILLET 2014**

Le Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN-2) sous l'égide du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) a entamé son segment de haut niveau au cours de cette deuxième semaine. La session d'ouverture a été suivie d'un dialogue politique de haut niveau sur les « Politiques macroéconomiques de soutien au programme de développement pour l'après-2015 », et de dialogues ministériels sur: « Un programme universel de politiques intégrées pour mettre en œuvre Rio+20 et atteindre l'avenir que nous voulons »; et « Tisser les réalités et priorités régionales dans le programme de développement pour l'après-2015 ».

OUVERTURE DU SEGMENT DE HAUT NIVEAU DE L'ECOSOC ET OUVERTURE DU SEGMENT MINISTÉRIEL DU FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU

L'Ambassadeur Martin Sajdik (Autriche), Président de l'ECOSOC, a officiellement ouvert le segment ministériel de haut niveau. Il a souligné le besoin: d'achever les affaires en cours des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD); d'aborder la pauvreté et les inégalités persistantes, ainsi que les modèles de Consommation et de production durables (CPD); d'aborder la bonne gouvernance, la règle de droit et la décentralisation pour construire la résilience; et de renforcer les systèmes de vérification et de transparence.

Le Secrétaire général des Nations Unies (SGNU) Ban Ki-moon a appelé à établir un cadre solide pour succéder aux OMD et pour traiter les questions qui n'étaient pas couvertes par ceux-ci, en soulignant les connexions entre le développement, la paix, la sécurité et la règle de droit, ainsi que le besoin de résoudre les inégalités. Annonçant le lancement du nouveau Rapport 2014 sur les Objectifs du Millénaire pour le développement, Ban a dit que celui-ci indique que de nombreuses cibles clés ont été atteintes, mais que les réussites ont été inégales entre et dans les pays, les régions et les groupes de population. Il a informé les délégués que son Rapport de synthèse pour l'après-2015 esquissera une vision élargie du programme de développement pour l'après-2015, sous l'influence des nombreux processus concernant la période post-2015.

L'Ambassadeur John Ashe (Antigua et Barbuda), Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, a salué le FPHN en tant qu'espace crédible où les parties prenantes peuvent travailler au développement durable et à l'éradication de la pauvreté. Il a appelé le Forum à être concis de façon à être en mesure d'aborder les questions émergentes.

Esther Agbarakwe, de la Youth Climate Coalition, Nigeria, a souligné le rôle de la jeunesse dans la production de solutions innovantes et son rôle à venir dans la mise en œuvre des ODD.

DIALOGUE POLITIQUE DE HAUT NIVEAU: « POLITIQUES MACROÉCONOMIQUES DE SOUTIEN AU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015 »

Sajdik a présenté le panel en notant que, si les politiques macroéconomiques concertées doivent continuer à mettre l'accent sur la récupération, d'autres actions sont à la disposition

des pays pour atteindre les OMD, comme la réduction du risque de crises financières récurrentes et l'assurance de ressources suffisantes.

Le Modérateur Wu Hongbo, Sous-secrétaire général de la Division des affaires économiques et sociales des Nations Unies, a posé trois questions aux intervenants: quelles seraient les principales caractéristiques d'un cadre macroéconomique large, cohérent et intégré, apte à soutenir les trois dimensions du développement durable; comment assurer la stabilité économique et financière à l'aide de politiques macroéconomiques propices à une croissance économique solide et inclusive; et quels sont les défis qui se posent aux institutions du commerce, du développement et financières dans la coordination des politiques du programme post-2015.

Faisant observer que la globalisation financière ne peut pas être la seule base d'une économie mondiale durable, Mukhisa Kituyi, Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, a proposé: de se focaliser sur l'économie réelle et non sur des cibles intermédiaires telles que la l'inflation; d'œuvre à rééquilibrer la croissance en mettant un accent plus marqué sur la demande nationale; et entamer un dialogue inclusif sur la réglementation des institutions financières.

Achim Steiner, Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, a souligné: les inégalités dans l'accès aux services environnementaux; l'importance de comptabiliser le capital naturel et la CPD; et les opportunités sociales et économiques générées par les solutions environnementales, telles que la création d'emplois dans le secteur des énergies renouvelables.

Guy Ryder, Directeur général de l'Organisation internationale du travail, a souligné l'importance, entre autres: d'aborder les besoins des chômeurs; de la durabilité sociale, y compris le rôle du travail du point de vue de l'estime de soi et des paliers de protection sociale; de la durabilité environnementale; et de concevoir des paquets politiques appropriés pour réduire la pauvreté et les inégalités.

Min Zhu, Directeur adjoint du Fond monétaire international (FMI), a recommandé: de diversifier le commerce; de renforcer la résilience à travers les positions et la transformation structurelle des réserves fiscales et étrangères; de renforcer les stratégies d'investissement et de gestion des dettes; et de soutenir une croissance inclusive.

Réaffirmant l'importance du système de commerce multilatéral pour la réalisation des objectifs post-2015, Yonov Frederick Agah, Directeur général adjoint de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a appelé à renforcer les capacités technologiques, techniques et d'entrepreneuriat, et à rendre les marchandises moins chères et plus largement disponibles.

Appelant à investir dans des données de bonne qualité pour surveiller les progrès, Mahmoud Mohieldin, Envoyé spécial de la Banque mondiale sur les OMD, le processus post-2015 et le développement financier, a réitéré l'engagement de la Banque pour mettre fin à l'extrême pauvreté, promouvoir une prospérité partagée et soutenir les partenariats avec les parties prenantes.

Au cours de la discussion, l'AFRIQUE DU SUD a estimé que les pays développés doivent être prudents lorsqu'ils appliquent des politiques économiques qui affectent la croissance économique dans les pays en développement. Le SOUDAN a mis en exergue les restrictions aux migrations de travailleurs dans le monde. Le Grand groupe ENFANCE ET JEUNESSE a plaidé pour une réforme des taxes écologiques pour aller vers

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Rishikesh Ram Bhandary, Tallash Kantai, Anju Sharma, et Catherine Wahlén, Ph.D. Version française: Alexandra Lefevre. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Gore VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT) et le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUe), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature, de la construction et de la sûreté nucléaire. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du BNT présente au FPHN-2 peut être contactée par email à l'adresse suivante: <anju@iisd.org>

<http://enb.iisd.mobi/>

une taxation de la dégradation des ressources et de la pollution. Kituyi a soutenu une internalisation des retombées négatives des politiques économiques.

Steiner a fait observer le rôle des environnements propices pour attirer des capitaux. Ryder a appelé à une approche migratoire fondée sur les droits dans le programme post-2015. Zhu a appelé à une plus grande coordination des politiques monétaires pour réduire les effets de débordement. Mohieldin a souligné l'importance du développement financier national pour atteindre les ODD.

En conclusion, Wu a souligné le besoin d'apprendre des crises financières passées et d'incorporer les inégalités dans le cadre macroéconomique.

DIALOGUE MINISTÉRIEL: « UN PROGRAMME UNIVERSEL DE POLITIQUES INTEGRÉES POUR METTRE EN ŒUVRE RIO+20 ET ATTEINDRE L'AVENIR QUE NOUS VOULONS »

Sajdik a ouvert le dialogue en demandant aux délégués d'envisager la façon dont les processus post-2015 peuvent élaborer des éléments cohérents et intégrés pour assurer la mise en œuvre et l'universalité.

Helen Clark, Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a modéré le dialogue. Faisant observer que la perte de biodiversité et le changement climatique menacent les avancées en termes de développement, elle a estimé que le programme post-2015 doit affronter les défis émergents et refléter les aspirations partagées des populations et des pays tout en respectant les différences entre pays.

Janez Potočnik, Commissaire européen à l'environnement, a souligné l'importance de la CPD pour un programme transformateur. Il a estimé que le partenariat mondial devrait se focaliser sur la création d'environnements politiques propices et cohérents; la mobilisation de toutes les ressources disponibles, y compris la finance privée; et un cadre de responsabilisation solide.

Nana Oye Lithur, Ministre au genre, à l'enfance et à la protection sociale du Ghana, a mis en exergue, entre autres: un mécanisme de coordination efficace et effectif; l'investissement dans le développement social; et l'inclusion de la société civile, de la jeunesse, du secteur privé, et des femmes dans le processus de planification.

Yoon Seong Kyu, Ministre de l'environnement de la République de Corée, a mis en avant l'éradication de la pauvreté, le renforcement de la résilience des écosystèmes et une égalité de genre plus effective, comme composantes des ODD. Il a instamment demandé une différenciation et une individualisation des approches nationales, et une gouvernance transparente, efficace et responsable.

Silvia Velo, Sous-secrétaire à l'environnement, les terres et la mer de l'Italie, a noté que les défis interconnectés qui se posent au monde demandent une culture novatrice de gouvernance fondée sur la cohérence politique, l'inclusion et la responsabilité. Elle a appelé à de nouvelles façons de comprendre et de mesurer les progrès, au-delà du PIB.

Le dialogue comprenait quatre intervenants principaux. Palouki Massina, Ministre et Secrétaire général du gouvernement du Togo, a appelé à établir une étape de 3 à 5 ans pour permettre aux pays en situations particulières de renforcer leurs capacités, avant de mettre en œuvre un programme universel de développement. Federico Ramos de Armas, Vice-Ministre de l'environnement de l'Espagne, a appelé à des objectifs mondiaux communs assortis d'objectifs nationaux différenciés; à envisager ensemble la pauvreté et le développement durable, et à se focaliser sur la paix, la sécurité, la bonne gouvernance et la démocratie; et à mobiliser des financements autres que l'APD. L'Ambassadeur Liu Jieyi (Chine) a signalé le rôle de suivi et d'intégration du FPHN. Martin Chungong, Secrétaire général de l'Union interparlementaire, a plaidé pour un contrat social qui conduise au développement pour tous, et à un objectif dédié à la gouvernance démocratique.

Au cours de la discussion, l'AUTRICHE a estimé que la gouvernance démocratique et la règle de droit devraient être l'épine dorsale du programme post-2015 et a salué l'approche multipartite, notamment l'inclusion des parlementaires. L'AFRIQUE DU SUD a attiré l'attention sur les moyens de mise en œuvre.

Potočnik a souligné qu'il faut établir un climat de confiance. Lithur a avancé comme priorité le renforcement des politiques qui satisfont les besoins des personnes et préservent l'environnement. Seong Kyu a expliqué que la philosophie « pas de laissés pour compte » suppose d'aborder les besoins des groupes vulnérables, à savoir les petits Etats insulaires en développement et les Pays les moins avancés dans le présent, et la jeunesse dans le futur. Velo a souligné l'universalité, l'intégration et la différenciation.

En conclusion, Clark a souligné l'importance des partenariats mondiaux pour mettre en œuvre les ODD.

DIALOGUE MINISTÉRIEL: « TISSER LES REALITES ET PRIORITES REGIONALES DANS LE PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT POUR L'APRES-2015 »

L'Ambassadeur Oh Joon (République de Corée), Vice-Président de l'ECOSOC, a ouvert le dialogue en notant qu'il est essentiel de comprendre les perspectives, entraves et solutions régionales pour atteindre le développement durable.

Juan Somavía, Conseiller spécial du SGNU à la coordination des politiques interrégionales, a encadré la discussion par deux questions: quels sont les points communs et les priorités entre les diverses régions et comment assurer leur mise en œuvre; et comment les ODD et le programme de développement pour l'après-2015 affecteront-ils les politiques et les tendances.

Olga Marta Sánchez Oviedo, Ministre de la planification nationale et de la politique économique du Costa Rica, a souligné des inégalités accrues et une vulnérabilité croissante au changement climatique, ainsi que le besoin d'une nouvelle alliance mondiale pour atteindre un développement durable.

Shamshad Akhtar, Secrétaire exécutif de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, a identifié les priorités régionales pour compléter les objectifs universels, comme les dynamiques démographiques et les catastrophes naturelles; le rôle des commissions régionales; et l'importance de la planification à long terme et de la coordination des politiques, ainsi que celle du secteur privé.

Marcin Korolec, Envoyé spécial de la Pologne sur le changement climatique, a plaidé, entre autres, pour aborder la CPD de façon parallèle avec le Cadre décennal de programmation, et pour engager les dirigeants des villes à affronter le changement climatique.

Anthony Mothae Maruping, Commissaire aux affaires économiques de la Commission de l'Union africaine, a décrit l'alignement entre la Position commune africaine sur le programme de développement pour l'après-2015; le Programme 2063 pour l'Afrique; et le processus de ODD.

Le dialogue comprenant quatre intervenants principaux. Sihakak Phuangketkeow, Secrétaire permanent aux affaires étrangères de la Thaïlande, a appelé à combler la lacune de développement dans la région Asie-Pacifique en améliorant la coopération au développement, et en augmentant les moyens de mise en œuvre. Shahidul Haque, Secrétaire aux affaires étrangères du Bangladesh, a proposé une organisation régionale hybride pour gérer la mise en œuvre des ODD, et mettant l'accent sur la connectivité pour libérer la coopération régionale, et pour renforcer la paix, la stabilité et le progrès régional. Nassir Abdulaziz Al-Nasser, Haut représentant des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations, a noté l'urgence d'aborder les inégalités et la paix et la sécurité.

Gigi Francisco, Grand groupe des FEMMES, a appelé: à affronter les défis systémiques tels que les déséquilibres commerciaux; à rendre contraignante la responsabilité corporative pour partager les risques et les profits des partenariats public-privé; et à mettre en œuvre les engagements relatifs aux droits des femmes.

La FEDERATION DE RUSSIE a souligné son engagement envers les initiatives régionales et recommandé l'octroi d'un rôle central aux commissions régionales dans le cadre du programme post-2015. Le Grand groupe ENFANCE ET JEUNESSE a soutenu l'intégration des préoccupations régionales dans l'agenda mondial, même si cela conduit à un plus grand nombre de cibles.

Dans les déclarations de clôture, Akhtar a souligné l'importance d'intégrer les perspectives régionales dans les dialogues de New York. Korolec a indiqué que l'efficacité énergétique, les nouvelles technologies et l'investissement dans les énergies renouvelables peuvent permettre d'atteindre les objectifs de réduction des émissions. Maruping a appelé à combattre les flux financiers illicites. Notant la nature asymétrique du développement, Oviedo a recommandé de renforcer les institutions, d'élargir les relations démocratiques entre les Etats et les citoyens, et de combattre la corruption.

En conclusion, le modérateur Somavía a souligné « l'immense capacité [des Nations Unies] installée » au niveau régional.

DANS LES COULOIRS

Le pouvoir de rassemblement du FPHN a été salué comme un signe de son potentiel en tant qu'intégrateur ou chef d'orchestre des trois dimensions du développement durable. Les participants n'étaient pourtant pas impressionnés outre-mesure par le niveau de représentation envoyé du pilier économique à l'ouverture du segment de haut niveau de la FPHN-2. Ils ont signalé que, alors que les organisations environnementales et sociales ont envoyé leurs directeurs, le FMI, l'OMC et la Banque mondiale ont envoyé des adjoints. Un commentaire fait par le représentant de l'OMC lors de son discours, disant que le développement durable ne peut pas être atteint alors que la croissance économique est reléguée au deuxième plan par rapport aux questions sociales et environnementales, a été perçu comme un indicateur du fait que, si tous les piliers sont égaux, il y en a de plus égaux que d'autres.

**FAITS MARQUANTS DU FPHN-2****MARDI, 8 JUILLET 2014**

Mardi, le Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE) s'est adressé au Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN-2) sous l'égide du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC). Cet exposé a été suivi de deux dialogues ministériels sur: « Les mesures à long terme pour rendre irréversible l'éradication de la pauvreté et réduire les inégalités »; et « La coopération internationale au service du développement durable ». Un dialogue multipartite sur « Les partenariats multipartites et les engagements volontaires pour le développement durable – assurer la responsabilisation de tous » s'est déroulé dans la soirée, suivi d'un dialogue ministériel sur la « Préparation du Forum politique de haut niveau à l'après 2015: piloter la mise en œuvre du programme de développement et vérifier les progrès accomplis ».

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT

Le Président de l'ECOSOC Martin Sajdik (Autriche) a introduit la session. Oyun Sangaasuren, Ministre de l'environnement et du développement vert de Mongolie et Présidente de l'ANUE, a rapporté la première session de l'ANUE, en soulignant des discussions de haut-niveau sur: les Objectifs de développement durable (ODD) et le programme post-2015, y compris la Consommation et la production durables (CPD); et le commerce illégal de la faune sauvage. Elle a souligné l'adoption d'un Document ministériel final.

DISCOURS MINISTÉRIEL: « LES MESURES À LONG TERME POUR RENDRE IRREVERSIBLE L'ERADICATION DE LA PAUVRETÉ ET RÉDUIRE LES INÉGALITÉS »

Le Président de l'ECOSOC Sajdik a encouragé les intervenants à réfléchir sur: les tendances de long terme qui ont eu le plus grand impact sur la pauvreté et l'égalité; les stratégies réussies ayant permis de réconcilier les impératifs d'éradication de la pauvreté, de réduction des inégalités, de renforcement de la résilience et de préservation des ressources naturelles; et les politiques pouvant assurer la durabilité des acquis intergénérationnels.

Maria Angela Holguín, Ministre des affaires étrangères de la Colombie, a identifié l'éradication de la pauvreté, la réduction des inégalités et la modification des schémas de consommation et de production, comme les défis du développement durable. Concernant le programme post-2015, elle a mis en avant le renforcement des capacités dans les pays en situations particulières, en accentuant la qualité de l'éducation et en intégrant la CPD.

Soulignant que les enfants doivent être placés au cœur du programme de développement pour l'après-2015, Sophie Karmasin, Ministre fédérale de la famille et la jeunesse, Autriche, a souligné les actions menées dans son pays, notamment le renforcement des droits des enfants, l'intégration de ses droits dans les processus de planification, et les dialogues politiques sur l'enfance.

Bathabile Dlamini, Ministre du développement social d'Afrique du Sud, a estimé que le droit au développement est essentiel pour bâtir des sociétés plus durables, et a partagé les actions conduites dans son pays pour combattre la pauvreté infantile.

Aida Kurmangaliyeva, Ministre du travail et de la protection sociale des populations, Kazakhstan, a appelé à établir une feuille de route pour éradiquer la pauvreté incluant: l'emploi productif; une société stable portée par une classe moyenne; l'accès aux services, y compris la santé; et le développement rural.

Yong Li, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), a souligné la place centrale d'un développement industriel inclusif et durable dans l'éradication de la pauvreté, au vu de son rôle pour réduire les inégalités et assurer la durabilité environnementale.

Paola Bustamante, Ministre de l'inclusion sociale du Pérou, a mis en exergue les efforts déployés pour fournir des services de base tels que la santé et l'éducation aux femmes et aux jeunes, ainsi que les progrès accomplis en termes de réduction de la pauvreté en augmentant les exportations et en intégrant le secteur privé.

L'intervenant principal Jim Clarken, Directeur exécutif d'Oxfam, a souligné les défis jumeaux que sont la montée des inégalités et le changement climatique vis-à-vis de la réduction de la pauvreté.

Au cours de la discussion, la ZAMBIE a indiqué avoir décidé d'éradiquer l'extrême pauvreté d'ici 2030. Le Grand groupe des ONG a affirmé que le contrôle et l'accès aux ressources naturelles est essentiel à l'éradication de la pauvreté et à la réduction des inégalités. La CHINE a soutenu l'idée de développement industriel inclusif promue par l'ONUDI, ainsi que les politiques sociales inclusives et une protection sociale et sanitaire intégrale.

En conclusion, Holguín a signalé l'importance d'investir dans les infrastructures en zone rurale pour promouvoir le développement durable, et Dlamini a mis en lumière un programme national d'infrastructures économiques visant à améliorer la qualité de vie. Karmasin a mis en exergue l'investissement dans l'enfance. Kurmangaliyeva a proposé la création d'une feuille de route pour l'éradication de la pauvreté.

DISCOURS MINISTÉRIEL: « LA COOPÉRATION INTERNATIONALE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE »

L'Ambassadeur Ibrahim Dabbashi (Lybie), Vice-Président de l'ECOSOC, a ouvert la session en signalant que le Forum de coopération au développement peut contribuer à identifier les caractéristiques d'une architecture globale inclusive pour les dispositions relatives au suivi et à la responsabilisation, et fournir des orientations sur la mise en œuvre du programme post-2015.

Saber Chowdhury, Membre du parlement du Bangladesh, a modéré ce dialogue.

Fulbert Macaire Amoussouga Gero, Ministre des politiques relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et au développement durable, Bénin, a souligné que la coopération doit être inclusive, fondée sur une vision commune, mutuellement profitable et éviter la relation donateur-récepteur.

Borge Brende, Ministre des affaires étrangères de la Norvège, a salué les accomplissements dans la santé et l'éradication de la pauvreté. Il a plaidé pour que les ODD traitent le changement climatique, la perte de biodiversité, l'eau et les services sanitaires, l'éducation, la santé et les énergies renouvelables, et a noté le besoin de financements pour atteindre ces objectifs.

Han Seung-soo, Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe et la ressource en eau, a recommandé un ODD spécifique à la ressource en eau avec trois priorités: l'accès universel à des

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Rishikesh Ram Bhandary, Tallash Kantai, Anju Sharma, et Catherine Wahlén, Ph.D. Version française: Alexandra Lefevre. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Gore VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT) et le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNU), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature, de la construction et de la sûreté nucléaire. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du BNT présente au FPHN-2 peut être contactée par email à l'adresse suivante: <anju@iisd.org>

<http://enb.iisd.mobi/>

services sanitaires durables et à l'eau potable; le renforcement de la gestion des eaux usées; et l'amélioration de la gestion intégrée des ressources en eau.

Décrivant les 18 prochains mois comme une étape cruciale des négociations globales pour l'avenir de la planète, Jeffrey Sachs, Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies sur les OMD, a mis en exergue cinq éléments fondamentaux: les ODD; un accord intégral sur le climat; les moyens de mise en œuvre; les données, le suivi et la mise à jour; et la gouvernance et la responsabilité.

Hiroshi Imanaga, Maire adjoint de Kitakyushu, Japon, a affirmé que les autorités locales peuvent contribuer à la durabilité des villes à travers une coopération et des partenariats inter-cités.

Ce dialogue comptait deux intervenants principaux. Pekka Haavisto, Ministre du développement international, Finlande, a souligné la taxation comme source de financement, y compris le rôle de l'abondement des fonds récoltés. Emilia Pires, Ministre des finances du Timor-Leste, a appelé à plus de confiance et à une utilisation plus efficace des ressources.

Le CHILI s'est demandé si la décarbonisation peut avoir lieu malgré le rôle croissant du charbon dans le mix énergétique. Chowdhury a résumé les discussions, en notant le rôle important des partenariats dans le nouvel accord global.

DIALOGUE MULTIPARTITE: « LES PARTENARIATS MULTIPARTITES ET LES ENGAGEMENTS VOLONTAIRES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE – ASSURER LA RESPONSABILISATION DE TOUS »

L'Ambassadrice Maria Emma Mejía Vélez (Colombie), Vice-Président de l'ECOSOC, a présidé cette session. Babatunde Osotimehin, Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population, a appelé à des partenariats transparents et responsables, et a instamment demandé la création de partenariats stratégiques incluant le secteur privé pour la mobilisation de ressources.

Juan Carlos Lastiri Quirós, Ministre du développement social du Mexique, a évoqué des contrats passés avec la société civile visant à réaliser les OMD.

Dagfinn Høybråten, Président du Conseil d'administration de l'Alliance GAVI, a partagé les leçons tirées de la stimulation des avantages comparatifs des partenaires; de la création de partenariats et mécanismes novateurs pour mobiliser des ressources; et des partenariats pour assurer un changement durable.

Danny Srikantharajah, de l'Alliance mondiale CIVICUS pour la participation citoyenne, a instamment plaidé pour la création d'un ensemble clair, juste et transparent de normes et de pratiques régissant les partenariats avec les parties prenantes afin d'améliorer leur crédibilité; et a attiré l'attention sur les innovations de la société civile qui pourraient promouvoir la responsabilisation dans le programme post-2015.

Petra Bayr, Membre du parlement d'Autriche, a souligné le besoin d'un cadre solide pour que le secteur privé puisse jouer un rôle défini dans la réalisation du programme post-2015, au-delà des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et des standards de base recommandés, comprenant des réglementations dans l'intérêt des peuples plutôt que dans celui des entreprises multinationales, ainsi que des règles contraignantes de droit international.

Ce dialogue comptait trois intervenants principaux. Gunnar Bragi Sveinsson, Ministre des affaires étrangères de l'Islande, a déclaré que l'expérience de l'Islande montre que les partenariats doivent être inclusifs, progressifs et dynamiques pour être réussis. L'Ambassadeur Pio Wennubst (Suisse) a indiqué que les partenariats devraient rassembler les connaissances de multiples acteurs; éviter les effets de cloisonnement qui empêchent de profiter pleinement de leur potentiel; et être innovants et visionnaires. Myrna Cunningham, ancienne Présidente du Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones, s'exprimant également au nom du Grand groupe des PEUPLES AUTOCHTONES, a souligné les prérequis pour établir la confiance dans les partenariats avec les peuples autochtones, dont: sécuriser les droits des peuples autochtones sur les terres et les ressources naturelles; et prendre des mesures suivant une approche guidée par les droits de l'homme. Elle a recommandé d'inclure une section spécifique sur les peuples autochtones dans le Rapport sur les OMD.

Au cours de la discussion, les participants ont appelé à une approche inclusive et ascendante des partenariats, une approche consciente et transparente pour inclure les groupes marginalisés, un accent sur les libertés individuelles, et une utilisation effective des réseaux sociaux. Le CANADA, signalant son engagement envers l'inclusion de la société civile, a appelé à accorder plus d'espace à la société civile pour exercer son influence sur les politiques au niveau national.

En conclusion, le Modérateur Osotimehin a souligné le besoin de transparence, de responsabilité et de capitaliser les points forts des parties prenantes.

DIALOGUE MINISTÉRIEL: « PRÉPARATION DU FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU A L'APRÈS 2015 : PILOTER LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET VÉRIFIER LES PROGRÈS ACCOMPLIS »

Lançant le dialogue, le Président de l'ECOSOC Sajdik a souligné le besoin de se focaliser sur l'action et la mise en œuvre. Le Modérateur Thomas Gass, Division des affaires économiques et sociales des Nations Unies, a demandé aux participants d'aborder les façons dont le FPHN peut vérifier la mise en œuvre et les progrès accomplis dans la réalisation des ODD; et promouvoir l'intégration des trois dimensions du développement durable.

Rémi Allah Kouadio, Ministre de l'environnement, des villes durables et du développement durable de Côte d'Ivoire, a décrit les efforts nationaux déployés pour mettre en œuvre le développement durable, et a souligné l'importance de la technologie, des ressources financières, des partenariats et des approches régionales.

Appelant le FPHN à apprendre de l'expérience des autres organisations, Attila Korödi, Ministre de l'environnement et du changement climatique de la Roumanie, a estimé que le Forum pourrait servir de lieu de responsabilité et fournir la direction politique pour assurer la cohérence entre les diverses organisations.

Shinji Inoue, Vice-Ministre de l'environnement du Japon, a noté le besoin de promouvoir le développement durable aux niveaux individuel et international pour réaliser le programme de développement pour l'après-2015, les parties prenantes devant s'intégrer dans le processus en dehors de la dichotomie pays en développement/pays développés.

Joseph Moser, Secrétaire général de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle, a décrit le rôle que remplissent les institutions de contrôle en générant une responsabilisation aux niveaux national et international, et notamment le rôle potentiel qu'elles peuvent jouer dans les mécanismes de vérification des ODD.

L'intervenant principal Erik Solheim, Président du Comité d'aide au développement de l'Organisation pour la coopération et de le développement économiques, a déclaré que le FPHN devrait être un forum qui « fouille » dans les cas de réussites des gouvernements, de la société civile et des entreprises, en soulignant l'existence de cas réussis inconnus. Il a également recommandé d'établir un apprentissage paritaire et de mettre l'accent sur les coalitions pour agir.

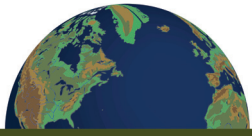
Signalant la situation particulière des Pays les moins avancés, le BENIN a appelé à la mobilisation d'expertise et de ressources pour atteindre les résultats post-2015. La CHINE a souligné le rôle du FPHN dans: le suivi et l'évaluation des progrès accomplis; la cohérence au sein du système des Nations Unies; et la communication des meilleures pratiques. Le CANADA a appelé à un cadre de responsabilisation solide et à un secrétariat robuste pour soutenir le FPHN. Le Grand groupe des FEMMES a noté le besoin d'un changement transformateur et a appelé à mettre un terme aux multiples formes de discrimination. La SUISSE a soutenu un mécanisme de vérification solide et inclusif pour encourager la reproduction des bonnes pratiques. Le Grand groupe des ONG a appelé à un secrétariat et un bureau pour permettre au FPHN de remplir pleinement ses fonctions.

Lors des déclarations de clôture, Kouadio, soutenu par Solheim, a instamment demandé une forte volonté politique pour garantir que le FPHN conduise effectivement au développement durable. Inoue a souligné l'importance des mécanismes de suivi avec des contributions d'un large éventail de parties prenantes. Le Président Sajdik a ensuite conclu les débats.

DANS LES COULOIRS

Le FPHN peut-il adopter des décisions? D'après quelques délégués chevronnés, telle pourrait être l'une des questions qui empêchent d'avancer sur la Déclaration ministérielle qui est en cours de négociation informelle parallèlement au FPHN. Apparemment, le G-77 et la Chine voudraient qu'une décision soit adoptée concernant le Rapport mondial sur le développement durable. De fait, leur déclaration d'hier faisait allusion à un projet de décision qu'ils auraient soumis au Forum, qui proposerait d'inclure à l'ordre du jour de la prochaine session des délibérations relatives au rapport. D'autres délégations se sont montrées hostiles à cette idée, et la session informelle a dispersé les délégués, partis consulter avec leurs Missions. Il est donc possible que la Déclaration, dont on attend l'adoption par le FPHN mercredi à sa séance de clôture, indique si oui ou non le FPHN négociera à l'avenir autre chose que des déclarations ministérielles.

COMPTE-RENDU ET ANALYSE DU BNT: Le compte-rendu et l'analyse de la réunion du FPHN sera disponible dans le Bulletin des négociations de la terre samedi 12 juillet 2014, sur: <http://www.iisd.ca/hlpf/hlpf2/>



COMPTE-RENDU DE LA DEUXIÈME RÉUNION DU FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE: 30 JUIN - 9 JUILLET 2014

La deuxième réunion du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) sous l'égide du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) s'est déroulée du 30 juin au 9 juillet 2014 au siège des Nations Unies à New York. Le Forum a accueilli des représentants de 193 États membres, d'organisations intergouvernementales et d'autres entités et représentants du système des Nations Unies, ainsi que des représentants des Grands groupes et d'autres parties prenantes.

Le thème de cette deuxième réunion était « Atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et ouvrir la voie à un programme de développement ambitieux pour l'après-2015, comprenant les Objectifs de développement durable (ODD) ».

Au cours de la première semaine, des dialogues modérés sur dix thèmes ont eu lieu:

- De Rio+20 à l'après-2015: un programme de développement durable intégré et universel;
- Les moyens de mise en œuvre pour le développement durable;
- La contribution des modes de consommation et de production durables aux ODD;
- Idées et tendances qui peuvent façonner la vie des générations présentes et futures;
- La voix des îles, des choix mondiaux: promouvoir des partenariats authentiques et durables;
- Pays en situations particulières: construire la résilience;
- Des cloisonnements à l'élaboration de politiques intégrées;
- Examen des progrès et de la mise en œuvre: tirer profit des vérifications du FPHN après 2015;
- Déverrouiller et reformuler le développement et améliorer la mise en œuvre: le contexte régional; et
- Façonner le Forum pour l'après-2015.

Au cours de la deuxième semaine, un Segment ministériel s'est réuni, et a inclus un dialogue politique de haut niveau sur les politiques macro-économiques de soutien au programme de développement pour l'après-2015. Des dialogues ministériels ont eu lieu sur:

- Un programme universel de politiques intégrées pour mettre en œuvre Rio+20 et atteindre l'avenir que nous voulons;
- Tisser les réalités et priorités régionales dans le programme de développement pour l'après-2015.
- Les mesures à long terme pour rendre irréversible l'éradication de la pauvreté et réduire les inégalités;
- La coopération internationale au service du développement durable;
- La préparation du Forum politique de haut niveau à l'après 2015;
- piloter la mise en œuvre du programme de développement et vérifier les progrès accomplis; et
- Tracer des chemins vers l'avenir que nous voulons.

Un dialogue multipartite sur « Les partenariats multipartites et les engagements volontaires pour le développement durable – assurer la responsabilisation de tous » s'est également déroulé au cours de la deuxième semaine.

DANS CE NUMÉRO

Bref historique du FPHN	2
Compte-rendu de la FPHN-2	3
Segment ministériel	10
Session de clôture	14
Brève analyse de la FPHN-2	15
Réunions à venir	17
Glossaire	18

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Rishikesh Ram Bhandary, Tallash Kantai, Anju Sharma, et Catherine Wahlén, Ph.D. Version française: Alexandra Lefevre - Correctrice: Sandra Gagnon. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT) et le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement particulier pour la couverture de cette réunion a été fourni par le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA.



<http://enb.iisd.mobi/>

Par ailleurs, un dialogue avec le Président du Conseil du Cadre décennal de programmation (10YFP) sur les modes de consommation et la production durables (CPD) a eu lieu; un modèle du Rapport mondial sur le développement durable (GSDR) a été présenté; un exposé sur la comptabilisation du capital naturel (CCN) pour le développement durable a été présenté par la Banque mondiale; et des discours ont été prononcés par le Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE) et le Directeur adjoint de l'Administration nationale de topographie, de cartographie et de géo-information de la Chine.

La FPHN-2 s'est conclue mercredi 9 juillet par l'adoption d'une Déclaration ministérielle.

Les participants ont affiché une attitude « d'attendre pour voir », conscient que le gros des travaux ne débutera vraiment qu'après l'adoption du programme de développement pour l'après-2015. Si tout se passe comme prévu, le Forum pourrait jouer un rôle capital dans l'intégration réelle des dimensions sociale, environnementale et économique du développement durable au sein du programme de développement pour l'après-2015 comprenant les ODD. La question demeure, ceci dit, de savoir si le Forum est suffisamment solide et suffisamment « de haut niveau » pour satisfaire ces attentes.

BREF HISTORIQUE DU FPHN

Rio+20 a appelé à la mise en place du FPHN en juin 2012, dans son document final intitulé *L'avenir que nous voulons*. Le paragraphe 84 de ce document précise: « Nous décidons de créer une instance politique de haut niveau, qui fera fond sur les forces, les expériences, les ressources et les modalités de participation ouverte de la Commission du développement durable (CDD), pour à terme remplacer celle-ci. Le forum politique de haut niveau assurera le suivi des activités de développement durable en évitant de manière rationnelle les doublons avec les structures, organes et entités existants ».

COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE:

La CDD est issue d'Action 21, le programme d'action pour le développement durable adopté en juin 1992 par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, et également connue comme le « Sommet de la Terre ». Action 21 appelait à la création de la CDD pour assurer un suivi efficace de la CNUED, améliorer la coopération internationale et examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre d'Action 21 aux niveaux local, national, régional et mondial. En 1992, la 47^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) adoptait la Résolution 47/191, qui établissait le mandat et la composition de la CDD, l'organisation des travaux, les relations avec d'autres organes des Nations Unies, les dispositions relatives au Secrétariat et les lignes directrices régissant la participation des Grands groupes.

La CDD a tenu sa première session de fond en juin 1993 et s'est, depuis, réunie chaque année au cours des 20 dernières années au siège de l'ONU à New York. Au cours de ses cinq premières années, la CDD a procédé à l'examen systématique de la mise en œuvre de tous les chapitres d'Action 21. Le

deuxième programme de travail quinquennal était organisé autour de questions thématiques économiques, sectorielles et intersectorielles. Suite au Sommet mondial sur le développement durable, tenu à Johannesburg, en Afrique du Sud, en septembre 2002, où il a été réaffirmé que la CDD est le forum de haut niveau dédié au développement durable au sein du système des Nations Unies, la Commission a adopté un nouveau programme pluriannuel de travail devant être organisé en une série de cycles d'application biennaux. Chaque cycle consistait en une Session d'examen et une Session de politique, et examinait un ensemble de questions thématiques et de thèmes intersectoriels.

La CDD a tenu sa 20^e et dernière session le 21 septembre 2014, juste avant la première session du FPHN. Parmi les réussites de la CDD, les participants ont mis en exergue, entre autres: l'engagement innovant et participatif des Grands groupes; sa contribution pour une meilleure compréhension du développement durable, notamment par le secteur privé; et les travaux de la CDD sur les CPD. Les participants ont également signalé des carences, notamment: l'absence de Moyens de mise en œuvre (MMO); d'objectifs et d'indicateurs clairs; d'un mécanisme d'examen; et de flexibilité dans les choix de ses ordres du jour.

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE (Rio+20):

Durant les dix jours de juin 2012 qui ont vu se tenir, à Rio de Janeiro, au Brésil, la troisième et dernière réunion du Comité préparatoire, les consultations informelles pré-conférence modérées par le pays hôte et la Conférence, les délégations gouvernementales ont terminé leurs négociations sur le document final de Rio+20, intitulé *L'avenir que nous voulons*. Le document appelle l'Assemblée générale à prendre des décisions concernant, entre autres: la désignation de l'organisme qui doit se charger de la mise en marche du 10YFP sur les CPD; la détermination du format et autres aspects organisationnels d'un forum politique de haut niveau sur le développement durable pour remplacer la CDD; le renforcement du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE); la constitution d'un Groupe de travail ouvert (GTO) sur un ensemble d'ODD devant être approuvés par l'AGNU; l'établissement d'un processus intergouvernemental, relevant de l'AGNU, pour l'établissement d'un rapport proposant des options pour une stratégie efficace de financement du développement durable; et la prise en considération d'un ensemble de recommandations du Secrétaire général concernant l'élaboration d'un mécanisme de facilitation visant à favoriser la mise au point, le transfert et la diffusion de technologies propres et écologiquement rationnelles.

En outre, le document final appelait l'Assemblée générale à prendre dans les deux ans une décision concernant l'élaboration d'un instrument international relevant de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, en faveur de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale. La Commission des statistiques des Nations Unies y est appelée à lancer un programme de travail pour la prise de mesures plus larges en complément du Produit intérieur brut (PIB). Le système des Nations Unies y était encouragé, au besoin, à soutenir les bonnes pratiques et faciliter l'action pour l'intégration des rapports sur la durabilité. Le document

final comprend également des mentions aux subventions qui distordent les marchés, aux pêcheries et aux subventions aux énergies fossiles.

AGNU-67: La 67^e session de l'AGNU a adopté une résolution sur la mise en œuvre d'Action 21 et du document final de Rio+20 (A/RES/67/203), qui décrit le processus de négociation à entreprendre pour la création du FPHN, et qui recommande que la CDD tienne une session finale "courte et procédurale" après la conclusion des négociations sur le FPHN. Le texte appelle également le GTO sur les ODD à présenter son rapport à l'AGNU lors de sa 68^e session, et à présenter des rapports réguliers, en tenant compte de la tenue du premier FPHN. Le document appelait également à l'organisation, en 2013, d'une réunion spéciale consacrée au suivi des efforts accomplis vers la réalisation des OMD.

RÉSOLUTION 67/290: Le Président de la 67^e AGNU a appelé les ambassadeurs du Brésil et de l'Italie à mener des consultations informelles sur le format et les modalités d'organisation du FPHN. Ces consultations ont commencé en janvier 2013 et ont abouti à l'adoption de la Résolution 67/290 du 9 juillet 2013. La Résolution 67/290 décidait que, conformément à son caractère universel intergouvernemental, le FPHN doit:

- fournir un leadership, des directives et des recommandations politiques concernant le développement durable;
- assurer le suivi et l'examen des progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements pris en faveur du développement durable;
- favoriser l'intégration des trois dimensions du développement durable; et
- disposer d'un programme ciblé, dynamique et orienté vers l'action, et veiller à une prise en compte appropriée des défis nouveaux et émergents posés au développement durable.

Les réunions du Forum seront organisées:

- tous les quatre ans sous l'égide de l'AGNU, au niveau des chefs d'État et de gouvernement, durant deux jours, au début de la session de l'AGNU; et
- tous les ans, sous l'égide de l'ECOSOC, durant huit jours, incluant une réunion ministérielle de trois jours.

Les deux réunions adopteront des déclarations négociées.

Le Forum tenu sous l'égide de l'ECOSOC procédera, à partir de 2016, à des examens réguliers du suivi et de la mise en application des engagements et des objectifs de développement durable, y compris ceux liés aux MMO, pris dans le cadre du Programme de développement pour l'après-2015. La résolution comporte également les dispositions encadrant la réunion du FPHN en 2015, sous l'égide de l'AGNU, consacrée au lancement du programme de développement de l'après-2015.

PREMIÈRE SESSION DU FPHN: La session inaugurale du FPHN s'est déroulée le 24 septembre 2014 sous l'égide de l'AGNU au Siège des Nations Unies à New York. Le thème de la session était « Bâtir l'avenir que nous voulons: De Rio+20 au programme de développement pour l'après-2015 ». La session était divisée en plusieurs segments, avec des déclarations liminaires de chefs d'État et de gouvernement et de ministres ainsi que des interventions de la salle, sur les thèmes suivants: « De la vision à l'action », « Des partenariats mondiaux au

service du développement pour créer des emplois et améliorer la durabilité des moyens de subsistance », et « Cartographie de la voie à suivre pour éradiquer la pauvreté et réaliser le développement durable ». Dans son discours d'ouverture, le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon a annoncé la création d'un Conseil consultatif scientifique, hébergé par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), pour renforcer l'interface entre la science et la politique.

COMPTE-RENDU DE LA FPHN-2

Au matin du lundi 30 juin, le Président de l'ECOSOC Martin Sajdik, de l'Autriche, a ouvert la deuxième réunion du FPHN. Après l'adoption de l'ordre du jour (E/HLPF/2014/1), l'Ambassadeur Sajdik a déclaré que l'intégration est au cœur du mandat du Forum et a souligné le rôle du Forum dans le contexte plus large du programme pour l'après-2015. Wu Hongbo, Sous-secrétaire général aux affaires économiques et sociales des Nations Unies, a signalé les lacunes dans la mise en œuvre de l'actuel programme de développement durable, et a noté que l'adoption du programme de développement pour l'après-2015 en septembre 2015 marquera un tournant décisif.

Lors des déclarations des Grands groupes et autres parties prenantes, Peter Davies, du Grand groupe des Autorités locales, la Global Business Alliance et le Conseil scientifique international ont noté la nécessité d'une vision globale concernant l'éradication de la pauvreté, et le développement de partenariats pour soutenir une interface science-politique solide. Usman Mushtaq, du Grand groupe Enfance et jeunesse, a souligné l'importance de la transparence, de la reddition de comptes et de la reconnaissance des Grands groupes. Caroline Usikpedo-Omoniye, s'exprimant au nom des Grands groupes Femmes, Peuples autochtones et Travailleurs et Syndicats, a appelé à un programme de développement durable transformateur, employant des indicateurs et des données désagrégées sur les questions de genre pour suivre et évaluer les objectifs proposés. La Bolivie, au nom du Groupe des 77 et la Chine (G-77/Chine), a souligné l'importance de renforcer le rôle de l'ECOSOC dans la mise en œuvre du programme de développement durable.

DIALOGUE MODÉRÉ: « DE RIO+20 À L'APRÈS-2015: VERS UN PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE INTÉGRÉ ET UNIVERSEL »

Ce dialogue s'est déroulé dans la matinée du lundi 30 juin, présidé par le Président de l'ECOSOC Sajdik et modéré par Manish Bapna, du World Resources Institute (WRI). L'Ambassadeur Csaba Körösi, de la Hongrie, et Co-Président du GTO sur les ODD, a précisé qu'il y aura plus de soutien politique et public pour le programme s'il se fonde: sur une pleine compréhension du fait que le changement est inévitable; sur une vision crédible et digeste; sur un partage équitable des fardeaux; et sur une confiance partagée par ceux qui portent les fardeaux.

L'Ambassadrice Bénédicte Frankinet, de la Belgique, a souligné que le programme de développement pour l'après-2015 devrait se centrer sur des questions qui touchent à la fois les pays développés et les pays en développement. L'Ambassadeur

Antonio de Aguiar Patriota, du Brésil, a souligné l'importance des MMO pour aider les pays à atteindre un développement durable. Debapriya Bhattacharya, du Centre pour le dialogue politique, du Bangladesh, a instamment appelé à dépasser l'aide pour instituer enfin un partenariat mondial en faveur de changements systémiques.

L'animatrice du débat Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive d'ONU-Femmes, a souligné le rôle des femmes en tant qu'agents de changement, en estimant que la discrimination et les droits reproductifs sont des domaines prioritaires.

DISCUSSION: Plusieurs pays ont soutenu l'idée de combiner universalité et différenciation tout en tenant compte des circonstances et priorités nationales, ainsi que des besoins des pays en situations particulières. Ils ont également parlé: des approches de l'économie verte; de l'intégration des Objectifs d'Aichi pour la Biodiversité dans le système des Nations Unies; de la croissance inclusive; et de l'idée d'un partenariat mondial renouvelé.

Un compte-rendu plus détaillé de cette session est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3303f.html>

DIALOGUE MODÉRÉ: « MOYENS DE MISE EN ŒUVRE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE »

Cette session s'est déroulée dans l'après-midi du lundi 30 juin, présidée par le Président de l'ECOSOC Sajdik et modérée par Raymond Saner, de l'Université de Bâle. Saner a estimé que les personnes, du fait qu'elles sont les meilleurs pilotes de leur propre développement, nécessitent des données de meilleure qualité pour comprendre l'importance du secteur financier et la façon dont celui-ci fonctionne.

Mansur Muhtar, Co-Président du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable, a décrit le panorama changeant du développement, où l'Aide publique au développement (APD) s'efface à mesure que le secteur privé, l'innovation et l'entreprenariat gagnent en prépondérance. Claudio Rachel Rojas, du Ministère chilien des affaires étrangères, a estimé que les financements novateurs et les politiques fiscales nationales peuvent contribuer à réduire les inégalités économiques et sociales au sein des pays et entre pays. Steve Waygood, d'Aviva Investors, a appelé: les acteurs à communiquer leurs actions en faveur de la durabilité; à un forum pour rassembler les gestionnaires de fonds et les ministres des finances; et à des transactions transparentes.

L'animatrice du débat, Louise Kantrow, de la Chambre de commerce internationale, a souligné le rôle du commerce; les environnements propices, comprenant des cadres législatifs solides et une force de travail qualifiée; et l'appropriation par les pays du développement durable.

DISCUSSION: Les délégués se sont interrogés sur la façon dont le secteur privé, poussé par le profit, pourrait contribuer au développement durable de façon effective et responsable; et sur la question de savoir si les financements novateurs peuvent être prévisibles et stables. Ils ont également discuté: des incitations; de l'adoption de législations au lieu de l'adhésion volontaire; des standards; de la transparence; du classement compétitif de la performance du secteur privé; et de la révision des traités fiscaux.

Un compte-rendu plus détaillé de cette session est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3303f.html>

DIALOGUE MODÉRÉ: « QUELLES SONT LES CONTRIBUTIONS DE LA CONSOMMATION ET LA PRODUCTION DURABLES AUX OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE? »

Ce dialogue s'est déroulé dans l'après-midi du lundi 30 juin, présidé par l'Ambassadeur Oh Joon (République de Corée), Vice-Président de l'ECOSOC, et modéré par Peter Hazlewood, du WRI.

L'Ambassadeur László Borbély, de la Roumanie, a estimé que la mise en œuvre des CPD requiert des politiques nationales fondées sur des indicateurs établis de façon participative. Ulf Jaeckel, du Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature, de la construction et de la sûreté nucléaire, a mis en avant le 10YFP comme mécanisme pour mettre en œuvre les CPD et pour réaliser les ODD. Cesar Barahona, du Réseau mondial pour une production plus propre et économe en ressources (RECP net), a estimé qu'il n'est pas nécessaire de créer de nouvelles institutions pour aborder les CPD, et a retracé l'histoire du Réseau sur les vingt dernières années aux niveaux local et mondial.

Le dialogue comprenait quatre animateurs de débat. Kaye Ceille, de Zipcar, a proposé un partage des services économiques comme moyen de réaliser les ODD, en signalant l'actuel tournant d'une époque de propriété vers une époque d'accès. Christian Frutiger, de Nestlé, a souligné qu'il est important de retenir le secteur privé « autour de la table » et a noté que l'attention portée aux moyens de subsistance des producteurs constitue un élément-clé de la durabilité des entreprises à long terme. Didier Bergeret, du Global Social Compliance Program, a expliqué que le Programme offre un ensemble commun d'outils, de codes et d'approches d'audit permettant d'étendre la durabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales.

DISCUSSION: Les délégués ont souligné, entre autres: l'accès à la technologie pour une production durable; le caractère essentiel des CPD pour la satisfaction des besoins primaires; le lien essentiel qui existe entre les CPD et les politiques climatiques; et l'importance de maintenir les CPD comme un objectif à part entière, malgré son caractère intersectoriel.

Un compte-rendu plus détaillé de cette session est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3303f.html>

DIALOGUE AVEC LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DU CADRE DÉCENNAL DE PROGRAMMATION (10YFP) SUR LA CONSOMMATION ET LA PRODUCTION DURABLES

Ce dialogue sur le travail du Conseil du 10YFP sur les CPD s'est déroulé dans la soirée de lundi 30 juin, et a été modéré par Peter Hazlewood, du WRI. Les intervenants ont présenté les perspectives des pays, les travaux du Conseil du 10YFP, et les questions spécifiques comprises dans le 10YFP.

Balthasar Kambuaya, du Ministère indonésien de l'environnement, a décrit l'intégration des CPD dans la planification du développement national indonésien, en soulignant les efforts accomplis sur les chaînes d'approvisionnement durables, les achats publics durables et l'information aux consommateurs.

L'Ambassadrice Sylvia del Carmen Treviño Medina (Mexique), Présidente du Conseil du 10YFP, a évoqué, entre autres, l'autonomisation des points focaux nationaux du 10YFP; et la sécurisation de financements prévisibles et appropriés dans le Fonds d'affectation spéciale du 10YFP pour renforcer la mise en œuvre.

Lisa Svensson, Ambassadrice aux océans, aux mers et à l'eau douce, de la Suède, a évoqué plusieurs messages clés concernant les océans et les CPD, notamment: mettre fin à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN); reconnaître les services écosystémiques rendus par les océans; et explorer l'énergie océanique. Lewis Akenji, de l'Institut des stratégies environnementales mondiales, s'exprimant au nom du Grand groupe des ONG, a instamment demandé l'inclusion des parties prenantes, notamment les institutions religieuses, et la création d'infrastructures permettant de développer des CPD, comme préalable à une mise en œuvre réussie du 10YFP.

DISCUSSION: Les participants ont souligné qu'il est nécessaire d'élargir la base des CPD, d'obtenir des résultats, et de communiquer de façon intersectorielle.

Un compte-rendu plus détaillé de cette session est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3303f.html>

PRÉSENTATION D'UN MODÈLE DU RAPPORT MONDIAL SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Mardi matin, le 1^{er} juillet, le Président de l'ECOSOC Sajdik a présidé une session d'exposé collectif visant à examiner les options disponibles concernant la portée et la méthodologie du GSDR.

Wu Hongbo, Sous-secrétaire général aux affaires économiques et sociales des Nations Unies, a décrit trois options concernant la portée et la méthodologie des éditions à venir du GSDR: un modèle traditionnel rédigé par le personnel des Nations Unies avec des contributions spéciales d'experts et des références documentaires vérifiées par des pairs; un modèle plus inclusif avec un engagement des parties prenantes en lien avec des examens nationaux volontaires; et un modèle similaire à celui du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), avec des experts scientifiques désignés par les États membres pour participer à une équipe de rédaction.

Le Modérateur Claudio Huepe Minoletti, de l'Université Diego Portales, du Chili, a appelé à dépasser les obstacles de langage et à bâtir un climat de confiance entre les sciences naturelles et les sciences sociales.

Manuel Montes, du South Centre, Suisse, a reconnu qu'il existe des différences dans les approches scientifiques des sociétés occidentales et des pays en développement, et a suggéré que le FPHN pourrait faciliter les contributions des pays en développement. Jill Jäger, de l'Institut de recherche pour une Europe durable, de l'Autriche, a suggéré que le Rapport adopte une approche systémique avec un processus itératif multi-niveaux.

La session comprenait deux animateurs de débat. William Colglazier, Conseiller en science et technologie auprès du Secrétariat d'État des États-Unis, a souligné que le GSDR doit, entre autres: couvrir diverses disciplines; être pertinent pour

l'élaboration de politiques publiques; et être vérifié par des pairs. Il a proposé la mise en place d'un corps d'experts pour vérifier la qualité scientifique d'une version quasi finale.

Keola Souknilanh, de l'Institut des économies en développement, du Japon, a proposé d'utiliser des données de télédétection pour récupérer les données perdues lors de « l'agrégation administrative », et de surveiller les changements en haute résolution spatiale et temporelle. Peng Sizhen, du Ministère de science et technologie de la Chine, a appelé, entre autres, à la préparation de rapports nationaux sur le développement durable tous les quatre ans, à la suite du cycle du GSDR.

DISCUSSION: De nombreux pays ont souligné que le GSDR devrait éviter les doublons, et plutôt se focaliser sur les liens entre les trois dimensions du développement durable. L'Afrique du Sud et le Soudan ont appelé à mettre en place une entité financière et technique pour permettre aux pays en développement de collecter et de produire des données fiables. Les États-Unis et le Mexique ont souligné le rôle du GSDR en tant qu'outil de synthèse et d'intégration.

La Suisse a plaidé pour que le rapport soit centré sur les liens intersectoriels et les défis dans la mise en œuvre des ODD. Le Nigeria a estimé que le GSDR devrait s'occuper de mesurer les progrès accomplis sur les ODD sur la base d'une matrice préalablement approuvée. L'Allemagne a estimé que le rapport devrait faire partie du cadre de reddition de comptes au sein du programme de développement pour l'après-2015. La Belgique a instamment demandé que le rapport adopte une perspective à long terme dans sa vision de la mise en œuvre du programme post-2015.

Un compte-rendu plus détaillé de cette session est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3304f.html>

DIALOGUE MODÉRÉ: « IDÉES ET TENDANCES QUI FAÇONNENT LA VIE DES GÉNÉRATIONS PRÉSENTES ET FUTURES »

Ce dialogue s'est déroulé dans la matinée du mardi 1^{er} juillet, présidé par l'Ambassadeur Ibrahim Dabbashi (Lybie), Vice-Président de l'ECOSOC, et modéré par Manuel Montes.

Signalant les dimensions intergénérationnelle et internationale du changement climatique, Gordon McBean, Président élu du Conseil international pour la science, a souligné l'importance de gérer les risques et les incertitudes, et le rôle du principe de précaution dans la compréhension des risques pour les générations présentes et futures. Nebojsa Nakicenovic, de l'Institut international d'analyse des systèmes appliqués (IIASA), a décrit à quoi ressemblerait le monde si l'on parvenait à opérer la transition vers la durabilité, en soulignant le besoin de réduire les inégalités.

La session comprenait trois animateurs de débat. Peter Davies, Commissaire aux avenir durables, du Royaume-Uni, a décrit la façon dont le pays de Gales a aligné ses objectifs nationaux de développement à long terme sur le processus des ODD, de façon à faciliter leur évaluation par un commissaire aux générations futures. Marcel Szabó, Ombudsman des générations futures, de la Hongrie, a recommandé de faire référence aux générations futures à tous les niveaux dans les ODD.

Catherine Pearce, du Conseil pour l'avenir du monde, a salué la proposition du Secrétaire général de désigner un Haut Commissaire aux générations futures, avec des attributions de plaidoyer et de défense, qui puisse être inclus dans les processus décisionnels au niveau international.

DISCUSSION: Les délégués ont évoqué, entre autres: l'importance d'un représentant intergénérationnel; et l'examen des meilleures pratiques dans l'élaboration de politiques sur le changement climatique, la santé et l'exploitation durable des ressources.

Un compte-rendu plus détaillé de cette session est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3304f.html>

DIALOGUE MODÉRÉ: « LA VOIX DES ÎLES, DES CHOIX MONDIAUX: PROMOUVOIR DES PARTENARIATS AUTHENTIQUES ET DURABLES »

Ce dialogue, présidé par le Président de l'ECOSOC Sajdik, a eu lieu dans l'après-midi du mardi 1^{er} juillet, et a accueilli des participants de Samoa via connexion vidéo. L'Ambassadrice Amanda Ellis, de la Nouvelle-Zélande, qui a modéré cette session, a rappelé aux participants que 2014 est l'année des petits États insulaires en développement (PEID).

Cristina Duarte, Ministre des finances et de la planification du Cap Vert, a instamment invité les PEID à gérer efficacement leurs zones économiques exclusives, à encourager un développement inclusif pour une durabilité à long terme, et à promouvoir un leadership fort et une « adhésion » éclairée. Anjeela Jokhan, de l'Université du Pacifique Sud, des Îles Fidji, a souligné l'importance d'un engagement des institutions en faveur d'un niveau éducatif plus élevé dans le but de renforcer la résilience.

Taholo Kami, de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), a souligné l'importance de la gestion des ressources naturelles. Letuimanu'asina Emma KruseVa'ai, de l'Université nationale de Samoa, s'est interrogée via connexion vidéo sur la façon de bâtir la résilience des PEID aux niveaux national et régional, et a appelé à établir un index de vulnérabilité des PEID.

L'animatrice du débat Peseta Noumea Simi, du Ministère des finances de Samoa, a appelé à des partenariats durables et authentiques, responsables, faciles à surveiller, et endossés dans le document final de la troisième Conférence internationale sur les PEID, prévue pour septembre 2014, à Samoa. Le Grand groupe des Femmes, a proposé d'inclure dans le document l'égalité de genre, les droits reproductifs et des engagements sur le changement climatique. Le Grand groupe des ONG a recommandé d'inclure dans le document une référence spécifique aux Grands groupes et aux ONG en tant que partenaires essentiels.

DISCUSSION: Les délégués ont soutenu la prise en compte des besoins des PEID dans le programme pour l'après-2015, et les efforts visant à attirer le secteur privé vers les PEID.

Un compte-rendu plus détaillé de cette session est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3304f.html>

DIALOGUE MODÉRÉ: « PAYS EN SITUATIONS SPÉCIALES: CONSTRUIRE LA RÉSILIENCE »

Ce dialogue s'est déroulé dans la soirée du mardi 1^{er} juillet. L'Ambassadeur Vladimir Drobnjak (Croatie), Vice-Président de l'ECOSOC a présidé, et Margareta Wahlström, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies à la réduction des risques de catastrophe, a modéré ce dialogue. La discussion s'est centrée sur le traitement des besoins des pays en situations particulières dans le cadre d'un programme de développement universel; et la construction de la résilience dans les pays vulnérables.

Sonam Tshering, du Ministère des affaires économiques du Bhoutan, a souligné l'importance de la coopération Sud-Sud et de trouver des solutions régionales pour affronter les défis qui se posent aux pays enclavés en développement (PED), tels que les transports et la logistique, mais a tout de même estimé que la coopération triangulaire reste nécessaire pour affronter le changement climatique.

L'Ambassadeur Jean-François Zinsou, du Bénin, a recommandé d'intégrer dans le programme pour l'après-2015 les concepts issus du Programme d'action d'Istanbul, qui offre une vision et une stratégie pour le développement durable des Pays les moins avancés (PMA).

Paolo Soprano, du Ministère italien des environnements marins et terrestres, a décrit les défis qui se posent aux PMA, à l'Afrique, aux PDE, aux PEID et aux Pays à revenu intermédiaire (PRI).

Samuel Tumiwa, de la Banque asiatique de développement (BAD), a évoqué une étude de la BAD concernant le besoin pour les pays en situations particulières, dont des PEID, de dépasser le piège du revenu intermédiaire et d'opérer un virage des économies agraires vers des économies de services.

Helen Stawski, de Islamic Relief, a appelé à renforcer le dialogue entre les divers acteurs travaillant sur le programme de développement pour l'après-2015 et ceux qui travaillent actuellement sur le Cadre d'action d'Hyogo 2005-2015.

Appelant les pays donateurs à examiner les critères de vulnérabilité des PEID, Lino Briguglio, de l'Université de Malte, a noté que la construction de la résilience est multi-facettes, chère et qu'elle doit être intégrée dans les politiques nationales de développement durable.

DISCUSSION: Les participants ont discuté, entre autres: de la validité persistante de l'APD pour aider les PMA et les PEID à réaliser les OMD; et du potentiel de valeur ajoutée par les agences d'aide au développement si elles adoptent des stratégies de partage ou de mise en commun des risques. Les délégués ont également admis le rôle d'institutions solides et d'une gouvernance de qualité pour permettre aux pays d'échapper au piège du revenu intermédiaire. Les Philippines ont partagé les enseignements tirés du typhon Haiyan, en soulignant que les partenaires de développement devraient focaliser leurs ressources dans le soutien pré-catastrophe plutôt que dans l'assistance post-catastrophe.

Un compte-rendu plus détaillé de cette session est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3304f.html>

EXPOSÉ SUR LA COMPTABILISATION DU CAPITAL NATUREL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Président de l'ECOSOC Sajdik a ouvert dans la matinée du mercredi 2 juillet cette session sur la CCN. Valerie Hickey, de la Banque mondiale, a décrit les avantages de la CCN dans la promotion d'une croissance n'impliquant pas la liquidation du capital naturel, en indiquant qu'elle pourrait déplacer le monde de la matrice du PIB vers un accent sur la croissance et le bien-être à long terme. Hickey a plaidé pour une révolution mondiale des données, en estimant que la CCN fournit un cadre approuvé dans le Système des Nations Unies de comptabilisation environnementale et économique, et peut aider les pays à planifier et élaborer des indicateurs pour avancer et évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des ODD.

Un compte-rendu plus détaillé de cette session est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3305f.html>

DIALOGUE MODÉRÉ: « DES CLOISONNEMENTS À L'ÉLABORATION DE POLITIQUES INTÉGRÉES »

Ce dialogue s'est déroulé dans la matinée du mercredi 2 juillet. Le Président Sajdik a ouvert le dialogue en déclarant qu'il visait à explorer la façon de réorganiser les dispositions institutionnelles traditionnelles pour permettre davantage d'approches collaboratives dans l'élaboration des politiques. Le Modérateur David Navarro, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies à la sécurité alimentaire et à la nutrition, a estimé que dépasser les cloisonnements et favoriser l'intégration garantirait une élaboration de politiques « compatible avec les objectifs de gouvernance ».

Joel Netshitenzhe, de la Commission nationale de planification d'Afrique du Sud, a estimé que la mentalité cloisonnée reflète une hyperspécialisation et a recommandé un saut de la coordination vers l'intégration et du « multidisciplinaire au transdisciplinaire ».

Indomatee Ramma, de l'Institut de la recherche et de l'extension pour l'alimentation et l'agriculture de l'Île Maurice, a appelé à des cadres institutionnels pour accéder à l'information scientifique, l'interpréter et l'intégrer dans la planification.

L'Ambassadeur Ferit Hoxha, de l'Albanie, a proposé que les Nations Unies élaborent un mécanisme de suivi et de communication commun et –si possible– unique, pour mesurer les progrès accomplis sur le chemin du développement durable.

Ousainou Ngum, de l'Agence internationale de coopération et de recherche sur le développement (ACORD), a appelé à un leadership visionnaire et efficace, disposé à prendre des décisions difficiles sur les compromis nécessaires pour parvenir à un développement durable et transformateur. Maria Ivanova, de l'Université du Massachusetts à Boston, aux États-Unis, a partagé son expérience dans la création d'un nouveau programme académique qui entrecroise les disciplines, les échelles et les géographies.

DISCUSSION: Les intervenants ont souligné la gouvernance et la règle de droit comme éléments essentiels d'un développement durable intégré; appelé à intégrer les concepts et les pratiques plutôt que de se limiter à les coordonner; et appelé les Nations Unies à être vives et concises de façon à fonctionner efficacement.

Les délégués ont plaidé pour une approche multipartite de la planification du développement, la collecte de données, y compris le *crowd-sourcing*, et le suivi et l'évaluation, afin de dépasser la mentalité de cloisonnement. La Zambie a noté un problème de nomenclature entre les disciplines et a appelé à l'harmonisation pour promouvoir une compréhension commune. La Norvège a évoqué la taxation verte comme approche d'intégration réussie. L'Albanie a estimé qu'une cohérence au niveau système est cruciale pour le développement durable.

Un compte-rendu plus détaillé de cette session est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3305f.html>

DIALOGUE MODÉRÉ: « EXAMEN DES PROGRÈS ET DE LA MISE EN ŒUVRE: TIRER PROFIT DES VÉRIFICATIONS DU FPHN APRÈS 2015 »

Ce dialogue s'est déroulé dans l'après-midi du mercredi 2 juillet. La Vice-Présidente de l'ECOSOC, l'Ambassadrice María Emma Mejía, de la Colombie, a présenté le panel, en signalant que le FPHN commencera en 2016 sa vérification périodique du suivi et de la mise en œuvre du développement durable, et que l'AGNU adoptera en 2015 un cadre de reddition de comptes pour le programme de développement.

L'Ambassadeur Masood Khan, du Pakistan, a modéré la discussion. Il a souligné que le programme pour l'après-2015 doit tirer les leçons des OMD, et inclure les multiples parties prenantes pour renforcer l'intégration.

L'Ambassadeur Christian Wenaweser, du Liechtenstein, a noté qu'une des principales leçons tirées des OMD est le besoin de reddition de comptes et d'un mécanisme efficace de vérification. L'Ambassadrice Fatuma Ndongiza Nyirakobwa, Présidente du panel de personnalités éminentes, du Mécanisme africain de vérification par des pairs, a indiqué que 34 pays d'Afrique ont souscrit à ce mécanisme volontaire, et que ceci a permis aux citoyens de formuler leurs inquiétudes concernant, entre autres, la corruption, la gouvernance, la gestion des ressources naturelles, et l'emploi des jeunes.

Christian Averous, de la Division de performance et d'information environnementale, de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), a souligné les leçons tirées des examens de la mise en œuvre dans les pays de l'OCDE. Marianne Beisheim, de l'Institut allemand des affaires internationales et sécuritaires, a proposé un modèle de vérification qui, entre autres, est de type ascendant avec une conception multi-niveaux, intègre des vérifications nationales et régionales, et permet une large participation de diverses parties prenantes.

L'Animateur du débat Baba Drame, du Ministère de l'environnement et du développement durable du Sénégal, a estimé que le niveau national est le plus approprié pour évaluer la mise en œuvre, et a partagé des exemples et des leçons tirés de trois études du développement durable au Sénégal.

Le Grand groupe des Travailleurs et Syndicats a suggéré deux conditions minimum pour les évaluations nationales: une participation pleine et authentique des parties prenantes clés; et des instruments de responsabilisation pour garantir la tenue des engagements.

Le Grand groupe Enfance et Jeunesse a appelé le FPHN, entre autres: à adopter une approche de droits humains pour renforcer la légitimité et la responsabilisation; et à s'appuyer sur les processus de vérification existants, tels que l'Examen ministériel annuel de l'ECOSOC et le processus de Vérification universelle périodique du Conseil sur les droits de l'homme.

DISCUSSION: Le Chili a indiqué que les processus de suivi du mécanisme de vérification de l'OCDE ont permis une meilleure formulation des politiques publiques, et a soutenu la proposition de L'Allemagne d'avancer sur les MMO des ODD. Les participants ont appelé à: des vérifications régulières des systèmes de suivi aux niveaux national et infranational; l'intégration des ODD dans tous les processus gouvernementaux; et à établir le GSDR comme pilier fort du système de surveillance du FPHN.

La Fédération de Russie a estimé que la vérification devrait conserver son caractère intergouvernemental; être guidée par la souveraineté des États et les principes d'égalité de participation; et ne pas devenir un instrument de pression politique.

En réponse aux commentaires, Averous a souligné l'importance de positionner les vérifications dans un contexte plus large de compréhension économique des réalités mondiales. Nyirakobwa a souligné qu'il n'existe pas de processus universel de vérification et a appelé le FPHN à centrer son examen des vérifications sur le mandat de l'ECOSOC.

Dans ses remarques de conclusion, Khan a estimé qu'il y a un clair soutien à l'idée que le processus de vérification soit un exercice volontaire. Il a également suggéré que le FPHN entame ses travaux sans attendre que les ODD soient finalisés.

Un compte-rendu plus détaillé de cette session est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3305f.html>

**DIALOGUE INTERRÉGIONAL MODÉRÉ:
« DÉVERROUILLER ET REFORMULER LE
DÉVELOPPEMENT ET AMÉLIORER LA MISE EN
ŒUVRE: LE CONTEXTE RÉGIONAL »**

Ce dialogue a eu lieu dans la matinée du jeudi 3 juillet. Il a été présidé par le Vice-Président de l'ECOSOC Oh, qui a souligné l'importance d'acquiescer des perspectives régionales pour formuler un programme de développement durable ascendant et inclusif. La Modératrice Amina Mohammed, Conseillère spéciale du Secrétaire général des Nations Unies sur la planification du développement pour l'après-2015, a invité les intervenants à décrire: les priorités centrales émergeant des consultations régionales; les questions relatives aux MMO, y compris les sources potentielles de financement; et des propositions pour le suivi et la reddition de comptes du programme de développement pour l'après-2015.

Alicia Bárcena, de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, et actuelle Coordinatrice des Commissions régionales, a épinglé l'éradication de l'extrême pauvreté et la lutte contre les inégalités comme priorités clés, et a souligné l'importance de la gouvernance des ressources naturelles dans la production de ressources pour l'éducation et la santé. Concernant les politiques, elle a appelé à un changement de paradigme dans les modèles de consommation, pour les éloigner des politiques purement marchandes. Elle a également plaidé pour: un pacte fiscal pour amorcer la redistribution des ressources; un pacte

d'investissement pour accroître la valeur ajoutée tout au long de la chaîne d'approvisionnement; un pacte sur les ressources naturelles centré sur les écosystèmes et les zones de biodiversité agricole qu'il est impératif de protéger; et un pacte des villes durables. Concernant les MMO, elle a évoqué les taxes mondiales sur les flux financiers spéculatifs, les échanges de dettes, un mécanisme régional de sécurité financière et une institution de gouvernance financière mondiale. Concernant le suivi et la responsabilisation dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015, elle a mis en avant les mécanismes de responsabilisation aux niveaux mondial et national.

Rima Khalaf, de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale, a mis en exergue la justice sociale obtenue en réduisant la pauvreté, les inégalités et le chômage; et la paix et la sécurité, y compris de mettre fin aux occupations étrangères et réduire la souffrance humaine liée aux conflits. Concernant les politiques, elle a identifié quatre domaines prioritaires au niveau régional: le traitement des inégalités verticales et horizontales; l'amélioration de la protection sociale; la restructuration économique en faveur d'une plus grande valeur ajoutée; et l'intégration régionale. Au sujet des MMO, Khalaf a souligné la mobilisation des ressources nationales: en élargissant la base fiscale; en favorisant l'envoi de devises par les diasporas; en mettant en place des fonds souverains arabes assortis d'une amélioration des lois régissant l'investissement dans la région; et en jugulant les flots financiers illicites.

Shamshad Akhtar, de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (ESCAP), a souligné le besoin d'assurer une croissance économique plus forte, durable, inclusive et résiliente, et de promouvoir l'efficacité des ressources assortie d'une gestion efficace des ressources naturelles. Au sujet des politiques, Akhtar a favorisé une réforme structurelle et une diversification économique; l'adoption de mesures spécifiques aux secteurs de la demande et de l'offre en faveur d'une croissance régionale équilibrée; élargir la protection sociale; intégrer le développement durable dans les pratiques du secteur privé; et renforcer la science, la politique et l'innovation dans la région. Notant que la région Asie-Pacifique nécessite environ 2,4 billions USD pour combler ses lacunes d'infrastructure et 750 millions USD pour faire face aux catastrophes naturelles, Akhtar a proposé plusieurs sources pour les MMO, notamment les taxes. Concernant le suivi et la responsabilisation dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015, Akhtar a noté que la tenue des engagements relatifs au développement durable dépend de la cohérence et de la consistance du programme.

Carlos Lopes, de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Afrique, a souligné que la valeur ajoutée est une priorité clé pour permettre à l'Afrique de conduire une transformation structurelle. Concernant les politiques, Lopes a souligné que l'Afrique doit: transformer la productivité agricole pour résoudre le problème de la pauvreté; transformer l'industrie des services pour consolider les bienfaits de l'urbanisation et la classe moyenne grandissante; et devenir un fournisseur de solutions dans le contexte du changement climatique. Concernant les MMO, Lopes a attiré l'attention sur les flots financiers illicites en Afrique générés par la fixation des prix; et sur

les droits de propriété intellectuelle et la reconnaissance des possibles défis sectoriels dans les pays africains. Concernant le suivi et la responsabilisation dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015, Lopes a souligné: les efforts visant à améliorer les systèmes de données; la collecte de données via la technologie mobile; la construction de réseaux et de capacités; et la production de profils de pays.

Andrey Vasilyev, de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, a identifié comme priorités régionales clés: la réduction des inégalités, notamment à l'intérieur des pays; le traitement des disparités de genre sur le marché du travail; et la conception d'un programme de développement durable universel avec des engagements pour tous les pays. Concernant les politiques, Vasilyev a énuméré les secteurs clés pour l'intégration du développement durable, à savoir les villes durables, les transports, les forêts, l'eau et l'énergie durable. Il a instamment plaidé pour une coopération intersectorielle ainsi que pour des politiques infrarégionales pour parvenir à cette intégration. Au sujet des MMO, il a mis en exergue la mise en place de standards pour les produits agricoles, de façon à faciliter leur entrée sur les marchés européens, ainsi que le potentiel de coopération entre les communautés économiques régionales comme levier pour les MMO. Concernant le suivi et la responsabilisation dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015, Vasilyev a noté que, si la production de données désagrégées est coûteuse, elle constitue nonobstant un complément utile aux moyennes nationales.

Le dialogue comprenait trois animateurs de débat. Shahira Wahbi, de la Ligue des pays arabes, a attiré l'attention sur les priorités communes entre régions, notamment la paix et la sécurité, l'intégration régionale, le transfert de technologies, la création d'emplois, et les systèmes de protection sociale. Elle a souligné le principe des responsabilités communes mais différenciées (RCMD). Daniel Tygel, du Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire, a mis en avant une approche fondée sur les droits humains. Osma Mahomed, de la Commission du développement durable de l'Île Maurice, a appelé à un cadre de responsabilisation fondé sur les droits de l'homme, avec des cibles limitées dans le temps et des plans nationaux de soutien.

DISCUSSION: Au cours de la discussion, les pays ont souligné: le besoin d'un système solide de suivi et d'évaluation pour le programme de développement pour l'après-2015; l'examen de la façon dont une réduction de l'APD en direction des PRI affectera la réalisation des priorités de développement; et d'accorder plus d'importance aux États qu'aux marchés. Le Bénin a indiqué que 50% de l'APD devrait être destinée aux Pays les moins avancés.

Un compte-rendu plus détaillé de cette session est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3306f.html>

DIALOGUE MODÉRÉ: « MODELER LE FORUM POUR L'APRÈS-2015 »

Ce dialogue a eu lieu dans l'après-midi du jeudi 3 juillet. Il a été présidé par le Président de l'ECOSOC Sajdik et modéré par Amina Mohammed.

Paul Gulleik Larsen, Coordinateur du processus post-2015, de la Norvège, a souligné que le programme du Forum devrait être guidé par les ODD, et à identifier les lacunes et défis dans leur

mise en œuvre. Elizabeth Thompson, ancienne Coordinatrice exécutive de la Conférence de Rio+20, a proposé que le FPHN assume certaines fonctions de *think-tank*, pour générer de l'information sur les questions pertinentes devant être abordées dans le cadre d'un dialogue authentique dans un lieu ouvert. Elle a également appelé à la mise en place d'un système pour traduire les engagements internationaux du développement durable en politiques nationales.

János Pásztor, de WWF International, a noté que le Groupe de haut niveau du Secrétaire général des Nations Unies sur la durabilité mondiale a préparé un paquet intégré pour guider les travaux du Forum, comprenant, entre autres: une base scientifique; l'intégration des institutions financières internationales et régionales; et le lancement d'un débat approfondi sur les questions complexes interconnectées.

Le dialogue comprenait trois animateurs de débat. Leena Srivastava, du Energy and Resources Institute, a suggéré que le FPHN délègue l'examen des objectifs spécifiques aux entités des Nations unies qui sont spécialisées sur le sujet. Shantal Munro, Coordinatrice exécutive du Centre caribéen pour le développement des politiques, a mis en avant, entre autres: d'assurer une cohérence entre ministères au niveau national; de gérer les attentes, plutôt que d'aborder toutes les questions; et de fournir des ressources pour la participation de la société civile et le renforcement des capacités. Michael O'Neill, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a noté le potentiel du FPHN pour rassembler les parties prenantes pertinentes autour d'un dialogue interdisciplinaire, et a encouragé les coopérations Sud-Sud et triangulaires pour partager les meilleures pratiques.

DISCUSSION: Au cours de la discussion, les délégués ont appelé à un inventaire des processus nationaux et à une collecte de données coordonnée et efficace; l'engagement politique à long terme; un système solide de vérification et de responsabilisation; et à un programme pertinent du point de vue politique.

Les parties prenantes ont appelé à leur participation active à l'établissement du programme; à soutenir un secrétariat et un bureau dédié pour le FPHN; et à l'adoption par le FPHN de déclarations ministérielles indépendamment de l'ECOSOC. Elles ont exprimé leur inquiétude face à l'intégration du programme du FPHN dans celui de l'ECOSOC, en déclarant que ceci pourrait mettre en péril la participation des ministres de l'environnement.

En réponse aux commentaires, Thompson a indiqué que le Forum devrait être un organe novateur chargé d'aborder la mise en œuvre. Larsen a souligné la mobilisation de ressources nationales comme principale source de financement pour la mise en œuvre des ODD. Pásztor a souligné l'intégration, la participation, la responsabilisation et la coordination comme des éléments importants du FPHN.

Mohammed a résumé les points clés du dialogue, en notant des appels, entre autres: au renforcement de l'interface science-politique; à se focaliser sur les résultats; à rassembler les secteurs; et à ne pas surcharger les États avec des niveaux multiples de complexité. Elle a attiré l'attention sur le défi d'assurer la responsabilisation au sein d'un cadre volontaire.

Un compte-rendu plus détaillé de cette session est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3306f.html>

SESSION DE BILAN: MESSAGES DESTINÉS AU SEGMENT MINISTÉRIEL

Dans l'après-midi du jeudi 3 juillet, le Président de l'ECOSOC Sajdik a dressé le bilan des réunions de la semaine, en déclarant que le programme pour l'après-2015 devrait être intégré, transformateur, inclusif et centré sur les personnes. Concernant le renforcement de l'interface science-politique, il a noté que les participants ont soutenu: l'élaboration de politiques fondées sur l'expérience; l'expansion des capacités pour les générations futures; et les approches multipartites, multisectorielles et multi-niveaux. Il a suggéré que le GSDR représente une opportunité pour renforcer l'interface science-politique.

Concernant les pays en situations particulières, y compris les PEID, le Président de l'ECOSOC Sajdik a souligné, entre autres: les plans nationaux de développement durable; les indices de vulnérabilité; la modification des relations donateur-bénéficiaire, y compris la coordination Sud-Sud et régionale; et les conditions pour bâtir la résilience. Concernant les MMO, il a souligné la création d'un environnement propice, notamment à travers la bonne gouvernance, pour attirer des financements pour les ODD. Il a évoqué les appels pour que le FPHN assume une fonction de vérification.

Il a conclu en informant les participants que ces messages seraient présentés au Segment de haut niveau de l'ECOSOC.

SEGMENT MINISTÉRIEL

Dans la matinée du lundi 7 juillet, le Président de l'ECOSOC Sajdik a officiellement ouvert le segment ministériel de haut niveau de l'ECOSOC et le Segment ministériel du FPHN. Annonçant le lancement du nouveau *Rapport 2014 sur les Objectifs du Millénaire pour le développement*, le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon a indiqué que celui-ci indique que de nombreuses cibles clés ont été atteintes, mais que les réussites ont été inégales entre et dans les pays, les régions et les groupes de populations.

Le Président de l'AGNU, l'Ambassadeur John Ashe (Antigua et Barbuda), a salué le FPHN en tant qu'espace crédible où les parties prenantes peuvent travailler au développement durable et à l'éradication de la pauvreté. Il a appelé le Forum à être concis de façon à être en mesure d'aborder les questions émergentes.

Esther Agbarakwe, de la Youth Climate Coalition, du Nigeria, a souligné le rôle de la jeunesse dans la production de solutions innovantes et son rôle à venir dans la mise en œuvre des ODD.

DIALOGUE POLITIQUE DE HAUT NIVEAU – « POLITIQUES MACROÉCONOMIQUES DE SOUTIEN AU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015 »: Dans la matinée du lundi 7 juillet, le Président de l'ECOSOC Sajdik a présidé le dialogue et le Sous-Secrétaire général Wu a modéré les débats.

Mukhisa Kituyi, Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, a proposé, entre autres: de se focaliser sur l'économie réelle et non sur des cibles intermédiaires telles que l'inflation; et d'entamer un dialogue inclusif sur la réglementation des institutions financières. Il a soutenu l'internalisation des retombées négatives des politiques économiques.

Achim Steiner, Directeur exécutif du PNUE, a souligné, entre autres: les inégalités dans l'accès aux services environnementaux; et les opportunités sociales et économiques générées par les solutions environnementales, telles que la création d'emplois dans le secteur des énergies renouvelables.

Guy Ryder, Directeur général de l'Organisation internationale du travail, a souligné l'importance, entre autres: d'aborder les besoins des chômeurs; de la durabilité sociale, y compris le rôle du travail du point de vue de l'estime de soi et des paliers de protection sociale; et de la durabilité environnementale. Il a appelé à une approche des migrations fondée sur les droits au sein du programme pour l'après-2015.

Appelant à une plus grande coordination des politiques monétaires pour réduire les effets de débordement, Min Zhu, Directeur adjoint du Fonds monétaire international, a recommandé: de diversifier le commerce; de renforcer la résilience à travers les positions et la transformation structurelle des réserves fiscales et des devises; de renforcer les stratégies d'investissement et de gestion des dettes; et de soutenir une croissance inclusive.

Yonov Frederick Agah, Directeur général adjoint de l'Organisation mondiale du commerce, a appelé à renforcer les capacités technologiques, techniques et entrepreneuriales, et à rendre les marchandises moins chères et plus largement disponibles.

Mahmoud Mohieldin, de la Banque mondiale, a réitéré l'engagement de la Banque pour mettre fin à l'extrême pauvreté, promouvoir une prospérité partagée et soutenir les partenariats avec les parties prenantes. Il a souligné l'importance du développement financier au niveau national pour réaliser les ODD.

Discussion: Les délégués ont noté que les pays développés doivent être prudents lorsqu'ils appliquent des politiques économiques qui affectent la croissance économique dans les pays en développement; et ont plaidé pour une réforme des taxes écologiques pour aller vers une taxation de la dégradation des ressources et de la pollution.

Un compte-rendu plus détaillé de cette session est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3307f.html>

DIALOGUE MINISTÉRIEL – « UN PROGRAMME UNIVERSEL DE POLITIQUES INTÉGRÉES POUR METTRE EN ŒUVRE RIO+20 ET ATTEINDRE L'AVENIR QUE NOUS VOULONS »:

Le Président de l'ECOSOC Sajdik a ouvert le dialogue lundi 7 juillet, avec Helen Clark, Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), comme modératrice.

Janez Potočnik, Commissaire européen à l'environnement, a estimé que le partenariat mondial devrait être axé sur: la création d'environnements politiques propices et cohérents; la mobilisation de toutes les ressources disponibles, y compris le financement privée; et sur un cadre de responsabilisation solide.

Nana Oye Lithur, Ministre au genre, à l'enfance et à la protection sociale du Ghana, a mis en exergue, entre autres: un mécanisme de coordination efficace et effectif; et l'inclusion de la société civile, de la jeunesse, du secteur privé et des femmes dans le processus de planification.

Yoon Seong Kyu, Ministre de l'environnement de la République de Corée, a instamment demandé une différenciation et une individualisation des approches nationales, et une gouvernance transparente, efficace et responsable.

Silvia Velo, Sous-secrétaire à l'environnement, aux terres et à la mer de l'Italie, a noté que les défis interconnectés qui se posent au monde demandent une culture novatrice de gouvernance fondée sur la cohérence politique, l'inclusion et la responsabilité.

Le dialogue comptait quatre animateurs de débat. Palouki Massina, Ministre et Secrétaire général du gouvernement du Togo, a appelé à ouvrir une étape de 3 à 5 ans pour permettre aux pays en situations particulières de renforcer leurs capacités, avant de mettre en oeuvre un programme universel de développement. Federico Ramos de Armas, Vice-Ministre de l'environnement de l'Espagne, a appelé à des objectifs mondiaux communs assortis d'objectifs nationaux différenciés; à envisager ensemble la pauvreté et le développement durable; et à mobiliser des financements autres que l'APD. L'Ambassadeur Liu Jieyi, de la Chine, a signalé le rôle de suivi et d'intégration du FPHN. Martin Chungong, Secrétaire général de l'Union interparlementaire, a plaidé pour un contrat social qui conduise au développement pour tous, et à un objectif dédié à la gouvernance démocratique.

Discussion: Les délégués ont estimé que la gouvernance démocratique et la règle de droit devraient être l'épine dorsale du programme pour l'après-2015, salué les approches multipartites, notamment l'inclusion des parlementaires, et attiré l'attention sur les moyens de mise en oeuvre.

Un compte-rendu plus détaillé de cette session est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3307f.html>

DIALOGUE MINISTÉRIEL – « TISSER LES RÉALITÉS ET PRIORITÉS RÉGIONALES DANS LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015 »: Dans l'après-midi du lundi 7 juillet, le Vice-Président de l'ECOSOC Oh a ouvert le dialogue, avec Juan Somavía, Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies à la coordination des politiques interrégionales, comme modérateur.

Olga Marta Sánchez Oviedo, Ministre de la planification nationale et de la politique économique du Costa Rica, a souligné des inégalités accrues et une vulnérabilité croissante au changement climatique, ainsi que le besoin d'une nouvelle alliance mondiale pour atteindre un développement durable. Shamshad Akhtar, de l'ESCAP, a identifié les priorités régionales pour compléter les objectifs universels, comme les dynamiques démographiques et les catastrophes naturelles; et l'importance de la planification à long terme et de la coordination des politiques, ainsi que celle du secteur privé.

Marcin Korolec, Envoyé spécial de la Pologne sur le changement climatique, a plaidé, entre autres, pour aborder les CPD de façon parallèle au 10YPF, et pour engager les dirigeants des villes à affronter le changement climatique. Anthony Mothae Maruping, Commissaire aux affaires économiques de la Commission de l'Union africaine, a décrit l'alignement entre la Position commune africaine sur le programme pour l'après-2015, le Programme 2063 pour l'Afrique et le processus de ODD.

Le dialogue comptait quatre animateurs de débat. Sihasak Phuanketkeow, Secrétaire permanent aux affaires étrangères de la Thaïlande, a appelé à combler les lacunes en matière de développement dans la région Asie-Pacifique en améliorant la coopération au développement, et en augmentant les moyens de mise en oeuvre. Shahidul Haque, Secrétaire aux affaires étrangères du Bangladesh, a proposé une organisation régionale hybride pour gérer la mise en oeuvre des ODD. Nassir Abdulaziz Al-Nasser, Haut représentant des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations, a noté l'urgence d'aborder les inégalités et la paix et la sécurité. Gigi Francisco, de DAWN, au nom du Grand groupe des Femmes, a appelé, entre autres: à la responsabilité corporative pour partager les risques et les profits des partenariats public-privé; et à mettre en oeuvre les engagements relatifs aux droits des femmes.

Discussion: Les délégués ont recommandé l'octroi d'un rôle central aux commissions régionales dans le cadre du programme pour l'après-2015; et ont soutenu l'intégration des préoccupations régionales dans l'agenda mondial, même si cela conduit à un plus grand nombre de cibles. En conclusion, Somavía a souligné « l'immense capacité installée » des Nations Unies au niveau régional.

Un compte-rendu plus détaillé de cette session est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3307f.html>

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT: Cette session a eu lieu dans la matinée du mardi 8 juillet. Le Président de l'ECOSOC Sajdik a ouvert la session. Oyun Sangaasuren, Ministre de l'environnement et du développement vert de Mongolie et Présidente de l'ANUE, a présenté un rapport sur la première session de l'ANUE, qui s'est tenue fin juin 2014, en soulignant les discussions de haut niveau sur: les ODD et le programme pour l'après-2015, y compris les CPD; et le commerce illégal d'espèces sauvages. Elle a souligné l'adoption d'un Document ministériel final.

DIALOGUE MINISTÉRIEL – « LES MESURES À LONG TERME POUR RENDRE IRRÉVERSIBLE L'ÉRADICATION DE LA PAUVRETÉ ET RÉDUIRE LES INÉGALITÉS »: Ce dialogue s'est déroulé dans la matinée du mardi 8 juillet. Le Président de l'ECOSOC Sajdik a encouragé les intervenants à réfléchir sur: les tendances de long terme qui ont eu le plus grand impact sur la pauvreté et l'égalité; les stratégies réussies ayant permis de réconcilier les impératifs d'éradication de la pauvreté, de réduction des inégalités, de renforcement de la résilience et de préservation des ressources naturelles; et les politiques pouvant assurer la durabilité des acquis intergénérationnels.

Cinq intervenants ont participé à ce dialogue. María Ángela Holguín, Ministre des affaires étrangères de la Colombie, a identifié l'éradication de la pauvreté, la réduction des inégalités et la modification des modes de consommation et de production, comme les défis du développement durable. Concernant le programme pour l'après-2015, elle a mis en avant le renforcement des capacités dans les pays en situations particulières, en accentuant la qualité de l'éducation et en intégrant les CPD dans le développement durable.

Sophie Karmasin, Ministre fédérale de la famille et la jeunesse de l'Autriche, a appelé à placer les enfants au cœur du programme de développement pour l'après-2015 et a souligné les actions menées dans son pays pour renforcer les droits des enfants et intégrer ces droits dans les processus de planification.

Bathabile Dlamini, Ministre du développement social d'Afrique du Sud, a estimé que le droit au développement est essentiel pour bâtir des sociétés plus durables, et a partagé les actions conduites dans son pays pour combattre la pauvreté infantile.

Aida Kurmangaliyeva, Ministre du travail et de la protection sociale des populations du Kazakhstan, a appelé à établir une feuille de route pour éradiquer la pauvreté incluant: l'emploi productif; une société stable portée par une classe moyenne; l'accès aux services, y compris la santé; et le développement rural.

Yong Li, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), a souligné la place centrale d'un développement industriel inclusif et durable dans l'éradication de la pauvreté, au vu de son rôle pour réduire les inégalités et assurer la durabilité environnementale.

Deux animateurs de débat ont prononcé quelques remarques. Paola Bustamante, Ministre de l'inclusion sociale du Pérou, a mis en exergue les efforts déployés pour fournir des services de base tels que la santé et l'éducation aux femmes et aux jeunes, ainsi que les progrès accomplis en termes de réduction de la pauvreté en augmentant les exportations et en intégrant le secteur privé. Jim Clarken, Directeur exécutif d'Oxfam, a souligné les défis jumeaux que sont la montée des inégalités et le changement climatique vis-à-vis de la réduction de la pauvreté.

Discussion: Les ONG ont affirmé que le contrôle et l'accès aux ressources naturelles sont essentiels à l'éradication de la pauvreté et à la réduction des inégalités. La Chine a soutenu l'idée de développement industriel inclusif promue par l'ONUDI, ainsi que les politiques sociales inclusives et une protection sociale et sanitaire intégrale.

Un compte-rendu plus détaillé de cette session est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3308f.html>

DIALOGUE MINISTÉRIEL – « LA COOPÉRATION INTERNATIONALE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE »:

Ce dialogue a eu lieu dans la matinée du mardi 8 juillet. Le Vice-Président de l'ECOSOC Dabbashi a ouvert la session et Saber Chowdhury, Membre du parlement du Bangladesh, a modéré le dialogue.

Quatre intervenants ont participé à ce dialogue. Fulbert Macaire Amoussouga Gero, Ministre des politiques relatives aux OMD et au développement durable du Bénin, a souligné que la coopération doit être inclusive, fondée sur une vision commune, mutuellement profitable et éviter la relation donateur-récepteur.

Børge Brende, Ministre des affaires étrangères de la Norvège, a plaidé pour que les ODD aborde le changement climatique, la perte de biodiversité, l'eau et les services sanitaires, l'éducation, la santé et les énergies renouvelables, et a noté le besoin de financements pour atteindre ces objectifs.

Han Seung-soo, Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe et la ressource en eau, a recommandé un ODD spécifique à la

ressource en eau avec trois priorités: l'accès universel et durable à des services sanitaires et à l'eau potable; le renforcement de la gestion des eaux usées; et l'amélioration de la gestion intégrée des ressources en eau.

Décrivant les 18 prochains mois comme une étape cruciale des négociations globales pour l'avenir de la planète, Jeffrey Sachs, Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies sur les OMD, a mis en exergue cinq éléments fondamentaux: les ODD; un accord intégral sur le climat; les MMO; les données, le suivi et la mise à jour; et la gouvernance et la responsabilité.

Hiroshi Imanaga, Maire adjoint de Kitakyushu, du Japon, a affirmé que les autorités locales peuvent contribuer à la durabilité des villes à travers une coopération et des partenariats inter-cités.

Ce dialogue comptait deux animateurs de débat. Pekka Haavisto, Ministre du développement international de la Finlande, a souligné la taxation comme source de financement, y compris le rôle de l'abondement des fonds récoltés. Emilia Pires, Ministre des finances du Timor-Leste, a appelé à plus de confiance et à une utilisation plus efficace des ressources.

Un compte-rendu plus détaillé de cette session est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3308f.html>

DIALOGUE MULTIPARTITE – « LES PARTENARIATS MULTIPARTITES ET LES ENGAGEMENTS VOLONTAIRES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE – ASSURER LA RESPONSABILISATION DE TOUS »: La Vice-Présidente de l'ECOSOC Mejia a présidé cette session, qui était modérée par Babatunde Osotimehin, Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population.

Juan Carlos Lastiri Quirós, Ministre du développement social du Mexique, a évoqué des contrats passés avec la société civile visant à réaliser les OMD.

Dagfinn Høybråten, Président du Conseil d'administration de l'Alliance GAVI, a partagé les leçons tirées de la stimulation des avantages comparatifs des partenaires; et la création de partenariats et de mécanismes novateurs pour mobiliser des ressources.

Danny Sriskandarajah, de l'Alliance mondiale CIVICUS pour la participation citoyenne, a instamment plaidé pour la création d'un ensemble clair, juste et transparent de normes et de pratiques régissant les partenariats avec les parties prenantes.

Petra Bayr, Membre du parlement d'Autriche, a souligné le besoin d'un cadre solide pour que le secteur privé puisse jouer un rôle défini dans la réalisation du programme pour l'après-2015, au-delà des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et des standards de base recommandés, comprenant des réglementations dans l'intérêt des peuples plutôt que dans celui des entreprises multinationales, ainsi que des règles contraignantes de droit international.

Ce dialogue comptait trois animateurs de débat. Gunnar Bragi Sveinsson, Ministre des affaires étrangères de l'Islande, a déclaré que l'expérience de l'Islande montre que les partenariats doivent être inclusifs, progressifs et dynamiques pour être réussis. L'Ambassadeur Pio Wennubst, de la Suisse, a indiqué

que les partenariats devraient: rassembler les connaissances de multiples acteurs; éviter les effets de cloisonnement; et être innovants et visionnaires. Myrna Cunningham, ancienne Présidente du Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones, s'exprimant également au nom du Grand groupe des Peuples autochtones, a souligné les prérequis pour établir la confiance dans les partenariats avec les peuples autochtones, dont: sécuriser les droits des peuples autochtones sur les terres et les ressources naturelles; et prendre des mesures suivant une approche guidée par les droits de l'homme. Elle a recommandé d'inclure une section spécifique sur les peuples autochtones dans le Rapport sur les OMD.

Discussion: Les participants ont appelé à une approche inclusive et ascendante des partenariats, une approche consciente et transparente pour inclure les groupes marginalisés.

Un compte-rendu plus détaillé de cette session est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3308f.html>

DIALOGUE MINISTÉRIEL – « PRÉPARATION DU FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU À L'APRÈS 2015: PILOTER LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET VÉRIFIER LES PROGRÈS ACCOMPLIS »: Ce dialogue a eu lieu dans la soirée du mardi 8 juillet. Ouvrant le dialogue, le Président de l'ECOSOC Sajdik a souligné le besoin de se focaliser sur l'action et la mise en œuvre. Le Modérateur Thomas Gass, Secrétaire général assistant de Division des affaires économiques et sociales des Nations Unies, a demandé aux participants d'aborder les façons dont le FPHN peut: vérifier la mise en œuvre et les progrès accomplis dans la réalisation des ODD; et promouvoir l'intégration des trois dimensions du développement durable.

Rémi Allah Kouadio, Ministre de l'environnement, des villes durables et du développement durable de la Côte d'Ivoire, a décrit les efforts nationaux déployés pour mettre en œuvre le développement durable, et a souligné l'importance de la technologie, des ressources financières, des partenariats et des approches régionales. Il a instamment plaidé pour une volonté politique forte, afin d'assurer que le FPHN conduise au développement durable, en notant que les expériences vécues concernant le SIDA et la polio démontrent ce qu'il est possible de faire lorsque la volonté politique se mobilise.

Attila Korodi, Ministre de l'environnement et du changement climatique de la Roumanie, a estimé que le Forum pourrait servir de lieu de responsabilité et fournir la direction politique pour assurer la cohérence entre les diverses organisations.

Shinji Inoue, Vice-Ministre de l'environnement du Japon, a souligné l'importance de mécanismes de suivi bénéficiant de contributions d'une large gamme de parties prenantes.

Joseph Moser, Secrétaire général de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle, a décrit le rôle que remplissent les institutions de contrôle en générant une responsabilisation aux niveaux national et international, et notamment le rôle potentiel qu'elles peuvent jouer dans les mécanismes de vérification des ODD.

L'animateur de débat Erik Solheim, Président du Comité d'aide au développement de l'OCDE, a déclaré que le FPHN devrait être un forum qui « fouille » dans les cas de réussites des gouvernements, de la société civile et des entreprises, en

soulignant l'existence de cas réussis qui demeurent inconnus. Il a également recommandé un apprentissage paritaire et de mettre l'accent sur les coalitions pour agir.

Discussion: Les participants ont évoqué l'importance d'un mécanisme de vérification solide et inclusif pour évaluer les progrès accomplis et encourager la reproduction des bonnes pratiques. Certains ont suggéré de mettre en place un secrétariat pour soutenir le FPHN.

Un compte-rendu plus détaillé de cette session est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3308f.html>

DISCOURS DES INTERVENANTS PRINCIPAUX: Dans la matinée du mercredi 9 juillet, Li Pengde, Directeur adjoint de l'Administration nationale de la topographie, de la cartographie et de la géo-information de la Chine, a prononcé un discours introductif. Il a présenté l'expérience chinoise en termes de planification géo-spatiale pour le développement durable et a signalé que l'initiative chinoise Global Land 30, une initiative globale de cartographie de la couverture terrestre, sera une source majeure de données en soutien au programme de développement pour l'après-2015. Il a appelé, entre autres, à conduire un recensement géographique mondial pour générer de nouvelles données à l'appui du développement durable.

MESSAGES CLÉS DU MODÈLE DE RAPPORT MONDIAL SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE: Dans la matinée du mercredi 9 juillet, le Sous-secrétaire général Wu a livré les messages clés du modèle de GSDR. Il a souligné les conséquences potentielles de l'inaction, en évoquant un monde densément peuplé souffrant d'une pauvreté rampante, ainsi que les possibles résultats d'une réalisation du développement durable d'ici 2050. Signalant que le GSDR esquisse des chemins vers un monde plus durable et une qualité de vie décente pour tous, Wu a souligné l'importance du transfert de technologies, du financement et du renforcement des capacités. Mettant l'accent sur les approches lancées par les pays, Wu a proposé de mettre en œuvre un processus transparent et inclusif pour faciliter la participation des scientifiques de tous les pays et leur contribution au GSDR.

DIALOGUE MINISTÉRIEL – « TRACER DES CHEMINS VERS L'AVENIR QUE NOUS VOULONS »: À l'ouverture de la session mercredi matin, le Président de l'ECOSOC Sajdik a introduit deux questions relatives à la durabilité de l'avenir: quel est le coût de l'inaction, et que nous dit la science sur les meilleurs choix politiques.

Le Modérateur Romain Murenzi, Directeur exécutif de l'Académie mondiale des sciences, a souligné le rôle de la science pour affronter les défis que pose la durabilité de l'avenir, et a appelé les participants à examiner: comment renforcer les capacités scientifiques de façon à pouvoir affronter ces défis; comment permettre aux communautés locales de développer leurs propres solutions; comment défendre la cause de la « science pour tous »; et comment promouvoir des relations fonctionnelles entre scientifiques, décideurs politiques et autres parties prenantes.

Elba Viviana Caro Hinojosa, Ministre de la planification du développement de la Bolivie, a appelé à inclure la Terre Mère comme acteur principal du développement, et a souligné l'importance de la science et de la technologie pour promouvoir le développement durable.

Rita Schwarzelühr-Sutter, Secrétaire d'État parlementaire, Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature, de la construction et de la sûreté nucléaire, a souligné le rôle du FPHN concernant la vérification des progrès collectifs accomplis dans la poursuite d'un programme ambitieux pour l'après-2015, et a estimé qu'un GSDR complet, bénéficiant des contributions d'éminents scientifiques, sera crucial pour attirer l'attention du FPHN sur des défis inconnus à ce jour. Concernant le rôle que les gouvernements ont à jouer pour une transformation économique, elle a estimé qu'il est essentiel, entre autres: d'identifier et de promouvoir les moteurs d'une croissance économique durable et inclusive; de créer des emplois verts et décents; de respecter les capacités de la planète; et d'adopter des CPD.

Vesna Batistić Kos, Ministre adjointe, Ministère des affaires étrangères et européennes de la Croatie, a fourni des exemples qui illustrent le coût élevé de l'inaction, en appelant à un travail sur la prévention et sur le renforcement de la résilience. Elle a partagé des messages clés issus d'une réunion d'un groupe d'experts sur l'interface science-politique, qui a produit la Déclaration de Dubrovnik, notamment concernant le besoin de créer des programmes de développement durable intégrés et interdisciplinaires, d'améliorer l'interface science-politique et de soutenir et renforcer la coordination des politiques interministérielles en faveur du développement durable.

Trois animateurs de débat ont pris part à ce dialogue. Déplorant que seul un tiers des scientifiques sont des femmes, et que seulement 0,5% des scientifiques proviennent des PMA, Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO, a souligné que les sciences pures et les sciences appliquées sont complémentaires; que la science dépasse les frontières et peut contribuer à jeter les bases d'un monde plus durable; que la science est significative vis-à-vis de l'éradication de la pauvreté; et que la science est un bien public et doit être considérée comme telle aux niveaux national et international.

Notant que le développement durable inclusif implique une éradication des discriminations, y compris les discriminations juridiques, Irene Khan, Directrice générale de l'Organisation internationale de droit du développement, a appelé à niveler le terrain pour atteindre le développement durable en abolissant toutes les formes de discrimination, en garantissant la primauté de la règle de droit et l'accès à la justice et à l'information pour tous, et en investissant dans les capacités de développement aux niveaux institutionnel et individuel.

Rolf-Dieter Heuer, Directeur général de l'Organisation européenne de recherche nucléaire, a estimé que les ODD seront inutiles s'ils ne sont pas fondés sur une base scientifique solide et axée sur les personnes. Il a instamment demandé aux pays de consacrer un pourcentage de leur PIB à l'investissement dans la science et l'éducation scientifique, avec une éventuelle modulation entre pays développés et en développement, en soulignant que les investissements dans les sciences pures devraient être clairement identifiables et directement mesurables.

Discussion: La Zambie a déclaré que le coût de l'inaction est immense. Le Grand groupe des Travailleurs et Syndicats a noté que le chemin vers le développement durable est pavé de difficultés, mais que cela ne doit pas compromettre un avenir meilleur.

Hinojosa, soutenue par Schwarzelühr-Sutter, a estimé que les ODD vont droit à l'échec s'ils sont dépourvus d'indicateurs solides et mesurables, et a souligné l'importance des droits de propriété. Kos a mis en exergue: l'accès à des ressources de plus en plus rares; les inégalités et les approches fondées sur les droits; et le rôle des femmes dans la science. Bokova a appelé à ancrer fermement la science, la technologie et l'innovation dans le programme pour l'après-2015. Khan a mis en avant la règle de droit comme créatrice d'accès aux bénéfices de la science. Heuer a insisté sur les partenariats entre ONG et institutions éducatives pour une introduction précoce des enfants à la science.

Le Modérateur Murenzi a clos la discussion en soulignant l'importance de la science pour promouvoir la pensée critique et modifier les comportements économiques.

SESSION DE CLÔTURE

Le Président de l'ECOSOC Sajdik a ouvert la session de clôture de la FPHN-2 le mercredi 9 juillet en remerciant tous les intervenants, les animateurs de débat et les modérateurs pour leur participation. Il a présenté le projet de déclaration ministérielle, telle qu'énoncée dans un document informel distribué dans la salle de conférences, en informant les délégués que le Secrétariat se chargera de finaliser le document.

Les délégués ont adopté le projet de Déclaration ministérielle du FPHN, réuni sous l'égide du Conseil, intitulée « Atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement et tracer le chemin vers un programme pour l'après-2015 ambitieux, comprenant les Objectifs de développement durable ». La Déclaration, entre autres:

- appelle à la mise en œuvre d'urgence de tous les engagements pris dans le cadre du partenariat mondial pour le développement, de façon à combler les lacunes identifiées dans les rapports de l'Équipe spéciale chargée d'examiner les lacunes des OMD;
- souligne le besoin d'accélérer l'avancement vers la cible de 0,7% du produit national brut dédié à l'APD d'ici 2015, les cibles pour les PMA allant de 0,15% à 0,20%, et appelle également les pays développés à s'acquitter urgemment de cet engagement concernant l'APD;
- s'engage à établir un programme pour l'après-2015 solide, ambitieux, inclusif et axé sur les personnes, qui s'appuiera sur les bases jetées et les expériences acquises du processus des OMD, conclura les tâches pendantes des OMD, et répondra à de nouveaux défis;
- réaffirme tous les principes de la Déclaration de Rio, y compris, entre autres, celui des RCMD;
- souligne le besoin d'adopter une approche cohérente dans le programme pour l'après-2015, qui intègre les trois dimensions du développement durable de façon équilibrée, et qui suppose d'œuvrer pour un cadre et un ensemble unique d'objectifs de nature universelle et applicables à tous les pays, mais tenant compte des différentes circonstances nationales et respectant les politiques et priorités nationales;
- réaffirme que l'éradication de la pauvreté doit être au centre du programme pour l'après-2015;
- réaffirme le besoin d'atteindre un développement durable, entre autres, en: promouvant une croissance économique soutenue, inclusive et équitable; en réduisant les inégalités;

- en élevant les niveaux de vie; en stimulant le développement social équitable et l'inclusion; et en promouvant la gestion intégrée et durable des ressources naturelles et des écosystèmes;
- souligne l'importance de la croissance économique, et de l'inclusion sociale et économique, dans l'optique de l'éradication de la pauvreté et du développement durable;
 - appelle à un processus intergouvernemental transparent, accueillant les contributions de toutes les parties prenantes;
 - décide de renforcer l'interface science-politique, y compris, entre autres, à travers le GSDR;
 - réitère que le FPHN sous l'égide de l'ECOSOC conduira des vérifications régulières, volontaires et sous la direction des États, à compter de 2016, du suivi et de la mise en œuvre des engagements et objectifs de développement durable, y compris ceux relatifs aux moyens de mise en œuvre, dans le contexte du programme de développement pour l'après-2015; et
 - reconnaît le rôle vital que la science, la technologie et l'innovation, dont le transfert et la diffusion de technologies écologiquement rationnelles dans des termes décidés d'un commun accord, peuvent jouer en faveur de l'éradication de la pauvreté et du développement durable, ainsi que pour soutenir les efforts destinés à affronter ces défis mondiaux.

Le Président de l'ECOSOC Sajdik s'est ensuite penché sur les thèmes pour 2015 et 2016. Les délégués ont adopté le thème proposé pour le FPHN de 2015, à savoir « Renforcer l'intégration, la mise en œuvre et la vérification – le FPHN après 2015 », sans amendement. Ils ont ensuite adopté le projet de compte-rendu de la réunion (E/HLPF/2014/L.2).

Le Président de l'ECOSOC Sajdik a conclu la réunion en soulignant les appels lancés aux États membres pour qu'ils fassent du FPHN une plateforme solide de vérification du programme de développement pour l'après-2015, en notant le rôle des gouvernements nationaux dans la promotion du développement durable. Il a clos la FPHN-2 à 13h41.

BRÈVE ANALYSE DE LA FPHN-2

« Ça a l'air très joli, dit Alice, quand elle eut fini de lire, mais c'est assez difficile à comprendre ! » (Voyez-vous elle ne voulait pas s'avouer qu'elle n'y comprenait absolument rien.) « Ça me remplit la tête de toutes sortes d'idées, mais... mais je ne sais pas exactement quelles sont ces idées ! »

*De l'autre côté du miroir,
Lewis Carroll*

Bien qu'il n'en soit qu'à sa tendre enfance, le FPHN a le potentiel de conduire la communauté internationale vers un avenir qui n'a jusqu'à présent existé que dans un monde idéal, entraperçu sporadiquement de l'autre côté du miroir. Si tout se passe comme prévu, le Forum pourrait jouer le rôle de guide pour une véritable intégration des dimensions sociale, environnementale et économique du développement durable dans le contexte du programme de développement pour l'après-2015, comprenant les ODD.

C'est peut-être l'expectative de toutes les bonnes choses qui sont encore hors de portée, mêlée aux incertitudes et au manque de clarté qui caractérise toute nouvelle institution, qui a débouché

sur une réunion quelque peu « décevante ». Les délégués étaient certes en mode « attendons de voir », mais c'est le manque apparent de clarté quant aux procédures, aux pratiques et à l'accessibilité de ce nouveau Forum qui a confondu et frustré les délégués gouvernementaux, les représentants des entités des Nations Unies et des organisations intergouvernementales tout autant que ceux des Grands groupes.

Le FPHN va-t-il être à la hauteur des attentes? Il est certainement trop tôt pour le dire, en particulier du fait que les travaux et la nature du Forum ne seront finalement éclaircis qu'une fois adopté le programme de développement pour l'après-2015. Cette brève analyse examine certaines des questions qui ont fait surface pendant la FPHN-2 et le défi que constitue la traduction de son potentiel en actions.

LE NIVEAU DU FPHN EST-IL SUFFISAMMENT HAUT?

« – La question est de savoir, dit Alice, si vous pouvez faire que les mêmes mots signifient tant de choses différentes.

– La question est de savoir, dit Humpty Dumpty, qui est le maître - c'est tout. »

Placé entre l'AGNU et l'ECOSOC, le FPHN est en position de fournir un leadership politique, des orientations et des recommandations pour le développement durable. Ces architectes ont délibérément choisi de l'élever, par rapport à la position de commission fonctionnelle de l'ECOSOC qu'occupait la CDD, à ce statut de structure hybride à participation universelle ayant pour mission de promouvoir au niveau système la cohérence et la coordination des politiques de développement durable. Le FPHN est sensé se réunir chaque année sous l'égide de l'ECOSOC et tous les quatre ans au plus haut niveau politique, sous celle de l'AGNU. Cette structure unique vise à donner un élan perpétuel au suivi des progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements pour le développement durable, tout en attirant l'attention des Chefs d'État, des entités onusiennes, des institutions de Bretton Woods et d'autres organisations internationales pertinentes.

La FPHN-1, sous les auspices de l'AGNU, a attiré cette participation de haut niveau et accueilli des Chefs d'États et de hauts responsables des institutions économiques internationales, y compris la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. À la FPHN-2, sous l'égide de l'ECOSOC, il y avait des ministres du développement, de l'aménagement, des affaires étrangères, du genre, de l'enfance et de la protection sociale. Il convient de noter que la FPHN-2 précédait le Forum de coopération au développement, qui fait également partie du Segment de haut niveau de l'ECOSOC. Par rapport à la CDD, cette séquence pourrait être avantageuse pour attirer la présence de haut niveau de ministres autres que ceux de l'environnement, et contribuer à obtenir une participation plus équilibrée.

Les discussions concernant la cohérence et la coordination au niveau système ont bien eu lieu, mais les participants se sont demandés si le FPHN avait pour mission d'« intégrer » ou d'« orchestrer », en signalant les différences entre les significations de ces deux mots. « Orchestrer » un programme maladroit de développement durable ne serait certainement pas aussi efficace que « l'intégrer »: cette dernière expression contiendrait les deux choses, générer une collaboration efficace

et significative tout en évitant la duplication des efforts. Sa capacité à s'acquitter de cette dernière tâche pourrait bien être une véritable mise à l'épreuve du statut du FPHN.

LE FPHN EST-IL SUFFISAMMENT DIFFÉRENT?

« – *Ma foi, dans mon pays à moi, répondit Alice, encore un peu essoufflée, on arriverait généralement à un autre endroit si on courait très vite pendant longtemps, comme nous venons de le faire.*

– *On va bien lentement dans ton pays ! Ici, vois-tu, on est obligé de courir tant qu'on peut pour rester au même endroit. Si on veut aller ailleurs, il faut courir au moins deux fois plus vite que ça !* »

La Résolution 67/290 de l'AGNU, établissant les modalités organisationnelles du FPHN après Rio+20, a été largement perçue comme un accord fondé sur les vingt ans d'expérience de la CDD, et redressait nombre des faiblesses identifiées de celle-ci. Mais, comme cela a été démontré à la FPHN-2, il est souvent difficile de changer de rythme, malgré les bonnes intentions.

Comme cela a été dit, le bas niveau d'attention politique dont souffrait la CDD a été désamorcé en accordant au FPHN un statut plus élevé. Pour dépasser l'incapacité de la CDD à aborder les questions nouvelles et émergentes du fait de la rigidité de ses ordres du jour, le FPHN a reçu plus de flexibilité dans la fixation des siens, de façon à en faire « une plateforme dynamique pour un dialogue périodique et pour établir des bilans et une programmation permettant de faire avancer le développement durable ».

De nombreuses inquiétudes avaient été soulevées concernant le processus de vérification de la CDD. Certains se plaignaient de l'absence d'exigences strictes concernant le reporting, et en particulier les pays en développement criaient à l'insuffisance de données et de capacités pour rassembler l'information. D'autres signalaient que le manque de suivi et d'interaction systématiques entre les niveaux national et international empêchait d'évaluer l'efficacité des stratégies nationales et des indicateurs de développement durable à soutenir la mise en œuvre des accords relatifs au développement durable. Certains observateurs estimaient également que la CDD avait des difficultés à surveiller la mise en œuvre de ses propres décisions. Les programmes et entités des Nations Unies ont rarement demandé des orientations de la part de la CDD ou tiré quelque inspiration de ses travaux, et les liens entre la CDD et les entités opérationnelles du système des Nations Unies sont restés précaires jusqu'à la fin.

Gardant tout ceci à l'esprit, le FPHN a reçu le GSDR pour l'aider dans ses vérifications, pour l'assister dans le suivi des progrès accomplis vers le développement durable et pour effectuer des ajustements à mi-parcours. Le FPHN est censé commencer ses vérifications périodiques en 2016. Comme ces vérifications doivent être faites dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015, on s'attend à ce qu'un large éventail d'acteurs soit impliqué, notamment en provenance des institutions sociales et économiques. Cependant, comme les vérifications périodiques conserveront leur nature volontaire, et qu'il faut encore éclaircir les exigences en termes de reporting, il reste beaucoup de travail à faire pour qu'un système de responsabilisation efficace prenne vie au sein du FPHN.

Plusieurs délégués ont souligné ce point pendant le dialogue multipartite sur la reddition de comptes, au cours duquel il a été reconnu que la volonté politique déterminera *in fine* le succès ou l'échec du FPHN.

Quoi qu'il en soit, l'idée d'ajouter un nouveau rapport de développement durable au panorama existant de rapports dédiés à des sujets connexes, comme le rapport sur l'Avenir de l'environnement mondial du PNUE et les rapports d'évaluation des changements climatiques du GIEC, a semblé quelque peu contraire à la volonté affirmée de cohérence et d'intégration, notamment parce que de nombreux participants ne percevaient pas la valeur ajoutée du GSDR. De nombreux participants ont estimé que la prochaine étape clé pour le FPHN sera de renforcer les liens entre les vérifications au niveau national, le GSDR et l'examen des engagements en faveur du développement durable pris par la communauté internationale. Concernant les vérifications du niveau national, un délégué a fait observer qu'inclure les parties prenantes au niveau national dans la préparation des rapports nationaux pourrait également améliorer la responsabilisation.

D'autre part, l'engagement de la CDD envers les parties prenantes était perçu comme un héritage clé, et il a été demandé au FPHN de l'adopter et de le développer. Mais les Grands groupes semblaient penser qu'ils perdaient du terrain au lieu d'avancer vers les promesses de la Résolution 67/290, qui appelait au renforcement et à l'amélioration du modèle de la CDD. En vertu de cette résolution, les Grands groupes sont autorisés à assister à toutes les réunions officielles du Forum; ont accès à l'ensemble de l'information et des documents officiels; interviennent dans les réunions officielles; présentent des documents et des contributions orales et écrites; et émettent des recommandations. À la FPHN-2, cependant, les Grands groupes ont réalisé que les deux journées anciennement dédiées par la CDD au dialogue avec les parties prenantes s'étaient réduites à de brèves sessions matinales dans le FPHN, et ils n'ont pas eu suffisamment accès aux discussions sur la Déclaration ministérielle, qui se déroulaient en parallèle du FPHN. Ils se sont également montrés inquiets face aux menaces qui pèsent sur les fonds destinés à la participation des parties prenantes. Comme l'a dit un des animateurs de débat, mettre en œuvre le développement durable va nécessiter des liens plus forts et plus profonds avec la société civile, dépassant la simple participation aux réunions du FPHN pour aller vers la participation à la mise en œuvre au niveau national. Le représentant d'un Grand groupe a signalé que le fait de se battre pour récupérer le terrain perdu constituerait une perte de temps précieux.

Dans ces conditions, le Forum est-il suffisamment différent pour être plus efficace? Quelques participants ont indiqué que tel n'est peut-être pas encore le cas. Par exemple, l'articulation de la réunion autour d'une série de dialogues et d'exposés a conduit certains à lâcher la redoutable expression de « lieu de causerie », devenue finalement l'épithète de la CDD. Néanmoins, même ceux qui ont formulé les critiques les plus acérées étaient disposés à faire preuve d'indulgence à ce stade précoce du processus, et ont estimé que cela changera peut-être quand le FPHN aura un vrai programme de développement post-2015 pour guider ses travaux.

La capacité du FPHN à être plus qu'un simple « coûteux événement parallèle », comme l'a qualifié un participant, a été mise à l'épreuve par le G-77/Chine. Certains pays de ce Groupe ont fait circuler un projet de décision, en affirmant que le FPHN peut prendre des décisions tout seul, car le règlement intérieur autorise les commissions fonctionnelles de l'ECOSOC à prendre leurs propres décisions (Paragraphe 9 du document 67/290). Ils ont donc demandé l'adoption d'une décision concernant le GSDR. D'autres délégations s'y sont pourtant opposées, en déclarant que le FPHN devrait transmettre les questions à l'ECOSOC ou à l'AGNU pour examen, ou simplement adopter des déclarations ministérielles, comme le prévoit le Paragraphe 7(g) du document 67/290 (qui ne prévoit pas la prise de décisions). Le G-77/Chine a finalement retiré son projet de décision au milieu de la discorde qui régnait le dernier jour de la réunion concernant la façon d'avancer sur le GSDR. Impossible de savoir avec certitude si cela indique définitivement que le FPHN ne prendra pas de décisions à l'avenir et se limitera à adopter des Déclarations ministérielles.

LA STRUCTURE DU FPHN EST-ELLE SUFFISAMMENT SOLIDE?

« – Et de quoi se nourrit-il?

– De thé léger avec du lait dedans.

Une nouvelle difficulté se présente à l'esprit d'Alice: – Et s'il ne pouvait pas trouver de thé et de lait? suggéra-t-elle.

– En ce cas, il mourrait, naturellement. »

Le FPHN a une tâche immense à accomplir, s'il entend vraiment s'acquitter de tout ce qui lui a été demandé. Un des aspects qui a soulevé l'inquiétude de plusieurs participants à la FPHN-2 est le niveau de soutien institutionnel. La Résolution 67/290 prévoit que le FPHN reçoive le soutien du Département des affaires économiques et sociales (DAES) du Secrétariat, mais on ne sait pas encore si ce sera la Division du développement durable du DAES, ou le Bureau du DAES chargé du soutien et de la coordination de l'ECOSOC, ou encore une nouvelle division, qui fournira le soutien nécessaire aux travaux du FPHN. Sans clarté concernant le niveau de soutien en termes de Secrétariat dont il disposera pour mener à bien ses missions, certains craignent que le FPHN ne finisse « étouffé » sous les charges de travail déjà immenses de l'ECOSOC et de l'AGNU. De plus, demander aux FPHN de faire plus que la CDD avec moins que ce qu'elle avait n'a pas semblé un plan de travail efficace à beaucoup de participants, qui ont appelé à donner au Forum les moyens de sa mission.

Le FPHN ne dispose pas de beaucoup de temps pour mettre en ordre ses affaires institutionnelles. Il est censé débiter ses vérifications des engagements et des objectifs relatifs au développement durable en 2016. En même temps, le programme de développement pour l'après-2015 entrera dans sa phase de mise en œuvre, ce qui retiendra l'attention du FPHN. En 2015, il sera essentiel d'éclaircir la façon dont le système de soutien pour le FPHN peut être assuré.

À défaut de clarté sur son niveau de participation, sur le rôle des parties prenantes, sur son processus de vérification, sur sa capacité à traiter les questions nouvelles et émergentes, sur ses modalités de prise de décisions, et sur son soutien institutionnel, le FPHN pourrait ne pas être à la hauteur des attentes, ne

pas courir assez vite pour se maintenir sur place, ou ne pas échapper à être qualifié de Forum où « l'on discute de beaucoup de choses: du froid... du chaud... du mal aux dents... de choux-fleurs... et de rois... et si les flots peuvent brûler... et si les porcs savent voler... ».

RÉUNIONS À VENIR

GTO-13: Le GTO conclura son examen des objectifs, cibles et indicateurs de développement durable. **dates:** 14-18 juillet 2014 **lieu:** Siège des Nations Unies, New York **contact:** Division du développement durable des Nations Unies **téléphone:** +1-212-963-8102 **fax:** +1-212-963-4260 **email:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/owg13.html>

E-Débat pour bâtir la confiance à travers une meilleure transparence et responsabilisation: Cette consultation en ligne portera sur les meilleures pratiques des entreprises lorsqu'elles mesurent leur contribution aux progrès des objectifs mondiaux de durabilité, y compris les outils et ressources requis pour faire avancer les pratiques standards de mesure. L'ONUDI et le Global Compact des Nations Unies sont les co-organisateur de cette consultation. **twitter:** #privatesector2015. **dates:** 14-21 juillet 2014 **lieu:** virtuel **contact:** Ulla Heher, ONUDI ou Kari Pedersen, Global Compact **email:** u.heher@unido.org **www:** <http://www.worldwewant2015.org/node/427654>

Dialogue 4 de l'AGNU sur le Mécanisme de transfert de technologies: Dans la Résolution 68/210 de l'Assemblée générale, les États membres des Nations Unies ont décidé de tenir une série de quatre dialogues structurés, d'une journée chacun, pour examiner les possibles dispositions d'un mécanisme facilitateur qui puisse promouvoir le développement, le transfert et l'essaimage des technologies propres et écologiquement rationnelles. **date:** 23 juillet 2014 **lieu:** Siège des Nations Unies, New York **contact:** Division du développement durable des Nations Unies **email:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?page=vie&nr=702&type=13&menu=1822>

Cinquième session du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable: La cinquième session du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable est prévue en août 2014. **dates:** 4-8 août 2014 **lieu:** Siège des Nations Unies, New York **contact:** Division du développement durable des Nations Unies **fax:** +1-212-963-4260 **email:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1688>

Forum des Grands groupes et des parties prenantes pour la Troisième conférence internationale sur les PEID: La Division du développement durable (DDD) du Département des affaires économiques et sociales (DAES) des Nations Unies organise ce Forum en collaboration avec un comité de pilotage composé de 18 membres représentant des Grands groupes, et des régions Caraïbes, Pacifique et AIMS (Afrique, Océan Indien, Méditerranée et mer de Chine du Sud). **date:** 28 août 2014 **lieu:** Apia, Samoa **contact:** Hiroko Morita-Lou, Unité des PEID, Division du développement durable des Nations Unies **email:** morita-lou@un.org **www:** <http://www.sids2014.org/index.php?menu=1545> et <http://www.sids2014.org/index.php?menu=14>

Troisième conférence des Nations Unies sur les petits États insulaires en développement (PEID): La troisième conférence des Nations Unies sur les PEID a pour thème « le développement durable des PEID à travers des partenariats authentiques et durables ». **dates:** 1-4 septembre 2014 **lieu:** Apia, Samoa **contact:** Hiroko Morita-Lou, Unité des PEID, Division du développement durable des Nations Unies **email:** morita-lou@un.org **www:** <http://www.sids2014.org/index.php?menu=32>

Exercice de bilan de l'AGNU sur le programme de développement pour l'après-2015: Le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), John Ashe, convoquera cet exercice de bilan pour rassembler les événements relatifs au programme de développement post-2015. **dates:** 8-9 septembre 2014 **lieu:** Siège des Nations Unies, New York **contact:** Bureau du Président de l'AGNU **www:** http://www.un.org/en/ga/president/68/pdf/statements/6102014HLE%20on%20HR%20and%20the%20RoL_closing_final.pdf

Conférence mondiale sur les peuples autochtones: L'édition 2014 de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones sera organisée comme une réunion plénière de haut niveau à la 69^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies et soutenue par le Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones, pour partager des perspectives et des meilleures pratiques dans la réalisation des droits des peuples autochtones et pour oeuvrer en faveur des objectifs de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. **dates:** 22-23 septembre 2014 **lieu:** Siège des Nations Unies, New York **contact:** Nilla Bernardi **téléphone:** +1 212-963-8379 **email:** bernardi@un.org **www:** <http://wcip2014.org/>

Session spéciale de l'Assemblée générale sur le suivi du Programme d'action de la CIPD: Une session spéciale de huit heures sur le suivi du Programme d'action de la Conférence internationale sur les populations et le développement (CIPD) est organisée pour coïncider avec le segment de haut niveau du débat général à l'Assemblée générale des Nations Unies. **date:** 22 septembre 2014 **lieu:** Siège des Nations Unies, New York **contact:** Mandy Kibel, UNFPA **téléphone:** +1-212-297-5293 **email:** kibel@unfpa.org **www:** <http://icpdbeyond2014.org/>

Sommet des Nations Unies sur le climat: Le Secrétaire général Ban Ki-moon réunira le Sommet dans l'objectif de créer une dynamique politique pour atteindre un accord intégral, juridiquement contraignant, sur le climat en 2015. **date:** 23 septembre 2014 **lieu:** Siège des Nations Unies, New York **www:** <http://www.un.org/climatechange/summit2014/>

Conférence mondiale sur l'éducation pour le développement durable: L'édition 2014 de la Conférence mondiale sur l'éducation pour le développement durable (EDD) abordera, entre autres, comment l'EDD peut aider à faire avancer les politiques et les actions en faveur du développement durable pour satisfaire divers besoins mondiaux, régionaux, nationaux et locaux. **dates:** 10-12 novembre 2014 **lieu:** Nagoya, Aichi, Japon **contact:** Secrétariat de la Décennie des Nations Unies sur l'éducation pour le développement durable, UNESCO **téléphone:** +33-1-45-68-15-89 **fax:** +33-1-45-68-56-26 **email:** esddecade@unesco.org **www:** <http://www.unesco.org/new/en/unesco-world-conference-on-esd-2014/>

Troisième Conférence internationale sur le financement du développement: La troisième Conférence internationale sur le financement du développement se tiendra en juillet 2015. **dates:** 13-16 juillet 2015 **lieu:** Addis-Abeba, Éthiopie **contact:** Bureau des Nations Unies sur le financement du développement **téléphone:** +1-212-963-8379 **fax:** +1-212-963-0443 **email:** ffdoffice@un.org **www:** www.un.org/esa/ffd

Troisième réunion du FPHN: La prochaine réunion du FPHN est programmée en lien avec la session de fond de l'ECOSOC en 2015. Le thème du Forum sera « Renforcer l'intégration, la mise en œuvre et la vérification – le FPHN après 2015 ». **dates:** juillet 2015 **lieu:** Genève **contact:** Division du développement durable des Nations Unies **téléphone:** +1-212-963-8102 **fax:** +1-212-963-4260 **email:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1556>

Pour d'autres réunions, consultez: <http://post2015.iisd.org/>

GLOSSAIRE

10YFP	Cadre décennal de programmation sur les CPD
AGNU	Assemblée générale des Nations Unies
APD	Aide publique au développement
CCN	Comptabilisation du capital naturel
CDD	Commission du développement durable des Nations Unies
CPD	Modes de consommation et de production durables
RCMD	Responsabilités communes mais différenciées
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
FPHN	Forum politique de haut niveau sur le développement durable
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GSDR	Rapport mondial sur le développement durable
GTO	Groupe de travail ouvert
MMO	Moyens de mise en œuvre
OCDE	Organisation pour la coopération et le développement économiques
ODD	Objectifs de développement durable
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PDE	Pays en développement enclavés
PEID	Petits États insulaires en développement
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PRI	Pays à revenu intermédiaire
Rio+20	Conférence des Nations Unies sur le développement durable
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
WRI	World Resources Institute